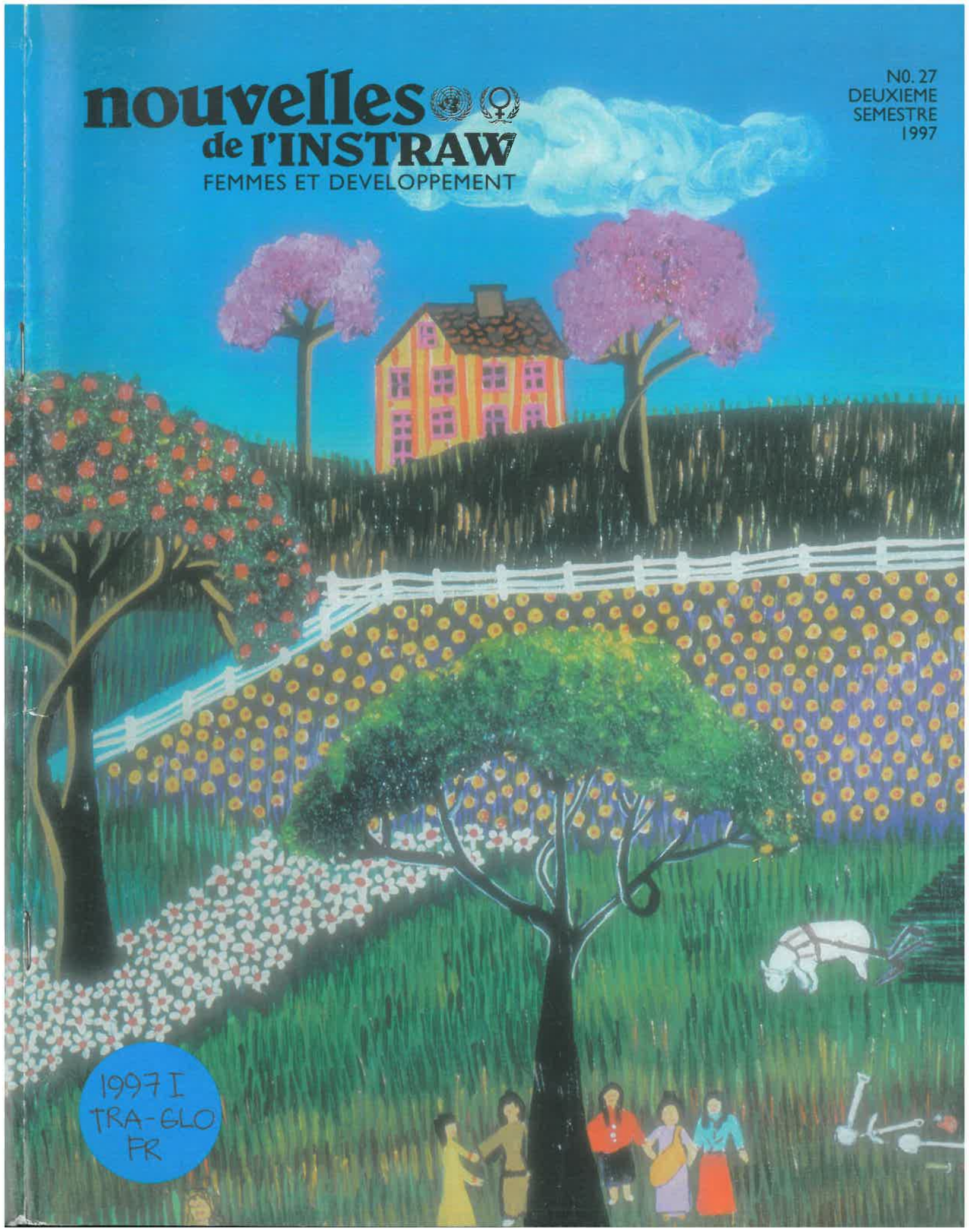
nouvelles de l'INSTRAW

FEMMES ET DEVELOPPEMENT

N0. 27
DEUXIEME
SEMESTRE
1997



1997 I
TRA-GLO
FR

table des matières

nouvelles de l'INSTRAW

Editorial - La formation: facteur complémentaire de la recherche, elle permet la promotion de la femme....1

Message de la directrice - Les femmes, "le genre" et le patriarcat: examen conceptuel dans le contexte du développement....3

Education et formation: le chemin qui mène vers l'émancipation et l'habilitation de la femme....5

La politique de l'identité: implications pour l'analyse des disparités entre les sexes, les politiques et la formation....9

Le "genre", la formation et le renforcement des capacités....17

Les méthodes interactives de formation: en quoi est-ce que cela consiste?....20

La formation et le renforcement des capacités pour l'habilitation de la femme: défis et possibilités dans les années à venir....22

L'amélioration des compétences pour la promotion de l'égalité entre les sexes dans la coopération pour le développement: 'l'exemple de l'Agence suédoise pour le développement international - SIDA....25

Les disparités entre les sexes dans l'éducation supérieure et la formation professionelle dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement....29

Amélioration des compétences professionnelles pour faire face aux différences fondées sur le sexe à l'Ente per le Nuove Tecnologie, l'energia e l'ambiente - ENEA....34

La formation des femmes occupe une place de choix dans le programme de bourses de perfectionnement du Secrétariat des Nations Unies....36

La formation et le renforcement des capacités pour l'habilitation de la femme....39

Activités des interlocuteurs de l'INSTRAW....41

Activités des ONG....43

Les grands moments de l'INSTRAW....45

Editrice:
Martha Dueñas Loza
Collaboratrices:
Daniela Bertino, María Borba,
Elena Carra, Anna De Carli
Martha Dueñas Loza, Yakin Ertürk
Carolyn Hannan-Andersson
Deborah Kasente, Els Postel Coster
Jacky Rafifera et Irene Tinker
Production:
Jeannie Ash de Pou
Magda Canals
Composition et mise en page:
Susie Gadea
Traduction:
Yvonne Beelion
Agnès Boonefaes
Couverture:
Detail d'un tableau de
Mónica Cortez

La formation: facteur complémentaire de la recherche, elle permet la promotion de la femme

Puisque les femmes représentent cinquante pour cent de la population mondiale et que l'on prévoit qu'en l'an 2025, 83 pour cent de la population mondiale habiteront dans les pays en développement[1], le défi que doit relever de toute urgence la génération actuelle consiste à renforcer et à étendre les capacités individuelles afin de parvenir à un développement équitable et durable dans les domaines politique, économique, social et culturel. Lors de ces tentatives, et en raison de la discrimination dont pâtissent souvent les femmes, celles-ci doivent recevoir un soutien tout particulier. Par ses travaux, l'INSTRAW contribue à ce processus.

Ce numéro des Nouvelles de l'INSTRAW (le n° 27) analyse la formation et le renforcement des capacités, qui constituent l'un des deux volets fondamentaux de la mission qui a été confiée à l'Institut il y a vingt-sept ans, lorsque, dans le cadre de l'Année internationale de la femme, s'est tenue, en 1975, à Mexico, la première Conférence mondiale sur les femmes. De plus, l'Année internationale de la femme, avec une prescience de l'avenir, a tracé le cadre conceptuel des différentes étapes que doivent parcourir la communauté internationale, les Etats et les gouvernements, les institutions publiques et privées, la société en général, et les femmes en particulier. Depuis lors, une longue route - vingt-sept ans - a été parcourue par les femmes du monde entier et par l'ensemble de la société, mais elle reste insuffisante, compte tenu de la dimension des problèmes et, surtout, compte tenu de la disparité au sein des groupes de femmes d'un même pays et d'une même région géographique. La disparité est encore plus considérable si nous examinons les modèles de développement et leur impact sur les conditions sociales, législatives, économiques, politiques et culturelles des populations et des femmes. Cette disparité est encore plus dramatique selon que le groupe social a, ou non, accès au bien-être économique et selon l'âge de ses membres. A la racine de ces différences, on retrouve la qualité de l'enseignement général et professionnel auquel peuvent accéder toutes les cohortes des différentes générations, et en particulier les conditions en vigueur dans l'enseignement spécialisé et dans le domaine de l'invention et de l'adaptation des nouvelles technologies et des progrès scientifiques.

La formation et l'amélioration des compétences des ressources humaines est le facteur le plus important pour le le processus de développement tout entier et pour les changements dans les conditions de vie de la population. Avec l'alphabétisation et l'éducation, les études et les actions de formation auxquelles a accès la société sont des facteurs déterminants de

---

[1] *Action 21*, Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1992.

la qualité du développement. Au cours de ces cinquante dernières années, dans pratiquement tous les pays, le système éducatif a eu une croissance considérable en termes quantitatifs, conformément à des critères qui obéissent généralement à des objectifs politiques, stratégiques, économiques, industriels ou commerciaux. Dans bien des cas, les valeurs culturelles et religieuses sont prédominantes, et dans d'autres, les événements historiques sont les facteurs modificateurs du système éducatif et de son contenu. Parallèlement, dans presque tous les pays, le phénomène de la disparition lente et constante des valeurs et des techniques traditionnelles s'est produit, sans que les populations indigentes aient eu les moyens ou la possibilité d'acquérir au même rythme les éléments substitutifs qui leur procureraient les mêmes bénéfices. Ce processus régressif est surtout évident au sein des populations rurales des pays en développement, et plus encore, dans les pays les moins développés. Cette question touche les hommes comme les femmes, mais ces dernières connaissent un recul encore plus néfaste, à cause de leur sexe.L'INSTRAW reconnaît que beaucoup a été fait en matière de promotion de la femme et que plusieurs objectifs très importants ont été atteints, et notamment les instruments internationaux permettant de faire progresser l'égalité et la promotion de la femme, sans oublier les considérations que l'on trouve dans la documentation issue de toutes les conférences mondiales récentes. L'INSTRAW est conscient également de la dimension des problèmes qui ne sont pas encore résolus, tels que les différences structurelles et méthodologiques qui existent dans l'enseignement général et professionnel, la brèche atterrante entre la population féminine ayant accès à l'éducation, à la formation et au renforcement des capacités et celle qui ne bénéficie pas de ces possibilités. Cependant, les nouveaux progrès scientifiques et technologiques, le besoin de nouvelles méthodes de production et les exigences de la mondialisation non seulement posent de nouveaux défis, plus difficiles à relever, mais ils vont obliger à réaliser de s changements transcendentaux dans tous les programmes d'enseignement général et professionnel et de renforcement des capacités, afin de répondre aux besoins que ressentent les femmes du monde entier, en cette fin de siècle, mais surtout, afin de parvenir à l'égalité qu'elles désirent avec une telle anxiété et qui permettra la mise en place du développement durable et de la paix au vingt-et-unième siècle.

Ce numéro des Nouvelles de l'INSTRAW présente également des articles et des communications de personnes originaires de régions géographiques bien différentes, ayant une expérience directe et des connaissances théoriques en matière de formation et de renforcement des capacités, et notamment en faveur des femmes.

Martha Dueñas Loza

message de la
directrice

Les femmes, le "genre" et le patriarcat:

examen conceptuel dans le contexte du développement

Dans ce numéro des Nouvelles de l'INSTRAW, nous espérons engager un dialogue avec nos lectrices afin d'examiner quelques-uns des concepts qui interviennent dans l'analyse des disparités entre les sexes et la planification du développement. Ces débats se poursuivront dans les prochains numéros et nous encourageons vivement toutes nos lectrices à participer à ce dialogue en nous adressant leurs commentaires et leurs opinions.

Nous commençons notre dialogue par le terme "genre" parce qu'il est devenu un instrument d'analyse bien connu et largement utilisé, mais, cet usage très répandu l'a, parfois, vidé de son contenu. C'est pourquoi, quand on discute à propos du "genre", on ne sait pas toujours très bien ce que le terme signifie exactement. Dans le cas présent, nous utilisons le concept dans un contexte patriarcal afin de nous référer aux relations de pouvoir inégales qui attribuent à l'homme et à la femme des positions structurellement différentes. Cette dernière peut participer aux activités qui sont du domaine du premier dans des conditions pré-établies mais l'inverse est presque toujours inacceptable du point de vue social.

Le concept de "genre" est en quelque sorte parallèle au concept de classe. Celui-ci est formé de deux positions antagoniques occupées par les producteurs et les non producteurs. La nature spécifique des relations qui existent entre eux se concrétise dans la manière dont s'organise le processus de production. Les relations entre les classes et entre les sexes sont liées à deux domaines cruciaux de l'activité de l'être humain, qui sont à l'origine de l'apparition de la structure de pouvoir patriarcale: la production et la procréation. La lutte de l'homme pour continuer à contrôler le processus de production a institutionnalisé les relations entre les classes sociales. Dans ce contexte, les hommes ont utilisé leur pouvoir sous la forme de violence (la société esclavagiste) et sous la forme d'un contrat (la société capitaliste) pour contrôler le travail d'autres hommes. La nécessité pour un groupe social de continuer à contrôler la reproduction de son espèce selon des critères socialement acceptables a institutionnalisé les relations entre les sexes. Dans ce contexte, les hommes se sont servis de leur pouvoir pour contrôler la sexualité des femmes et ils ont imposé des limites au comportement de celles-ci. Le patriarcat est donc, en essence, la définition de la "condition masculine"; le soutien de famille (c'est-à-dire les rapports entre les classes) et le protecteur de l'honneur (c'est-à-dire les relations entre les sexes). La "condition féminine", d'autre part, est le résultatd'une définition de fait.

L'interdépendance étroite qui existe entre les relations de classe et les relations entre les sexes explique la durabilité du patriarcat au cours des différents modes de production qui se sont succédés. Le pouvoir masculin (c'est-à-dire le patriarcat) n'a jamais été remis en question dans les tentatives pour organiser différemment la production. Historiquement, les changements intervenus dans les relations entre les classes sociales ont entraîné une modification du pouvoir parmi les hommes, sans que le patriarcat proprement dit ait même été remis en question. Ce qui a fait, et continue à faire, l'objet de négociations, aussi bien officiellement qu'officieusement, c'est la place accordée à la femme. C'est pourquoi, toutes les formes de lutte pour réorganiser la société se sont manifestées dans une notion, quelle qu'elle soit, de la condition féminine, ce qui revient à dire que la place octroyée à la

femme au sein de la société a toujours été au centre de la politique. De ce fait, l'attribution des rôles féminins par la société patriarcale a varié au fil de l'histoire en fonction de la conjoncture et de la manière dont les forces sociales et culturelles rivales se réconciliaient au sein de formations sociales spécifiques. Une notion valorisée de la femme accompagne toujours les images diverses et souvent contradictoires de la femme, à la place subordonnée qu'elle occupe au sein de la structure de pouvoir patriarcale. Ainsi, la vieille phrase islamique " ... le ciel est sous les pieds de nos mères" glorifie la femme, mais dans ses rôles féminins traditionnels, et, par conséquent, la polarité entre les sexes s'en trouve intensifiée et renforcée.

Cette définition de fait de la place qu'occupe la femme dans la société est un processus dialectique. Elle est à l'origine de sa subordination, alors que, d'autre part, elle procure la souplesse nécessaire pour négocier, modifier, transformer, ce qui n'est pas le cas de l'identité masculine. Les relations entre les sexes, de même que les relations entre les classes, sont des institutions dynamiques du pouvoir masculin. Et celui-ci a été attaqué au moyen de stratégies mises au point par quelques femmes dans le cadre de leur vie de tous les jours, par les mouvements de femmes et par le féminisme. Si l'on comprend ainsi les relations entre les sexes, il n'est pas possible d'employer le concept de "genre" comme synonyme du concept de femme. Si on le fait, cela pose problème pour différentes raisons:

1) Vu que le "genre" renferme un concept d'abstraction plus général au sein duquel existe "la femme", utiliser les deux termes de manière interchangeable est conceptuellement erronné. Dans la pratique, nous avons d'abord découvert "la femme", puis nous avons théorisé à propos du concept de "genre", exactement de la même manière que nous avons d'abord rencontré le travailleur, puis nous sommes parvenus à l'abstraction de classe sociale. Toutefois, il n'en reste pas moins que, théoriquement, aussi bien le concept de "genre" que celui de "classe" précèdent leurs propriétés réciproques: homme/femme et travailleur/non travailleur.

2) Les implications politiques qui découlent du fait de remplacer le terme "femme" par celui de "genre" peuvent être une cooptation et un engagement. Vu que le terme "genre" en est venu à exprimer une simple différence dans la définition sociale des sexes, la structure d'inégalité au sein de laquelle se construisent les différences est oubliée. En perdant son contenu politique, l'utilisation du concept de "genre" a été neutralisée, ce qui explique probablement que des institutions et groupes différents l'utilisent sur une grande échelle.

3) Du point de vue des pays du tiers monde, où la structure patriarcale se maintient sans changement, l'utilisation de "genre" comme synonyme de "femme" peut servir à dissimuler celle-ci avant qu'elle n'ait la possibilité d'acquérir une visibilité totale sur la place publique. La femme doit d'abord devenir visible. C'est pourquoi, il faut exagérer au lieu de se limiter à mettre les femmes en lumière verbalement, conceptuellement et politiquement.

Par conséquent, les problèmes inhérents au fait d'utiliser indifféremment les concepts de "femme" ou de "genre" sont évidents. Il existe une relation structurelle spécifique entre les deux concepts. Qui plus est, étant donné la situation actuelle de la question, à ce moment précis de l'histoire, les relations entre les sexes continuent à être réorganisées dans le cadre des structures de pouvoir patriarcales, et, de ce fait, on ne peut les séparer les unes des autres. Les luttes entre les classes et entre les sexes ont provoqué des fractures importantes au sein des relations patriarcales de pouvoir mais elles ne les ont pas transformées complètement.

C'est pourquoi, il faut raisonner que les concepts de "femme" et de "genre" sont délimités comme des concepts interdépendants mais distincts. Dans le contexte du développement, il est logique de conserver le terme originel de "participation des femmes au développement" mais cette partipation doit être abordée dans une démarche tenant compte du concept de "genre". ■

Education et formation:

le chemin qui mène vers l'émancipation et l'habilitation de la femme

par Martha Dueñas Loza*

Il n'est pas possible de rendre les gens complètement ignorants, mais il est possible de les rendre incapables de se servir de leur intelligence, ce qui provoque des souffrances. Il n'est pas possible de rendre les gens impuissants, mais il est possible de les rendre incapables de se servir de leur pouvoir, ce qui provoque des privations et des échecs.

Proverbe chinois, extrait des Maîtres de Huaïnan[1]

Pendant des millénaires, on ne nous a pas permis à nous, femmes du monde entier, d'utiliser pleinement notre intelligence, notre créativité ou notre capacité à apprendre ou bien on ne nous a pas reconnu le mérite de l'avoir fait. Nous, femmes du monde entier, n'avons pu créer, résoudre des problèmes ni construire une société où l'équité, l'harmonie, le respect et la paix pourraient cohabiter au profit de toutes les personnes des deux sexes, et où nous serions en même temps en harmonie avec la nature et avec ses ressources.

Pendant des millénaires, nous, femmes du monde entier, avons été incapables d'utiliser librement notre pouvoir pour nous for-ger notre propre destin, pour jouir de l'équité, de la paix et de l'harmonie avec nous-mêmes et pour nous-mêmes. Toutefois, l'utilisation que les femmes ont fait de leur pouvoir limité était un mécanisme de survie destiné à assurer à leur famille la sécurité, un espace, de la nourriture et un abri.

Même la Bible (évangile selon Saint Mathieu - la parabole des talents) vante l'utilisation du talent et de la capacité individuelle comme mécanismes pour résoudre les problèmes quotidiens et pour améliorer les conditions de vie, ce qui signifie que, toute sa vie, pour pouvoir apprendre, résoudre des problèmes et inventer, il faut de l'imagination, un esprit alerte, de la curiosité et la ferme détermination de surmonter toutes les difficultés journalières. Les femmes du monde entier ont utilisé cette capacité et cette imagination pour résoudre les problèmes quotidiens et pressants qu'elles affrontent et pour assurer leur propre survie et celle de leur famille, millénaire après millénaire, permettant ainsi à leur contrepartie sexuelle - les hommes - d'avoir beaucoup de temps et de ressources disponibles pour se consacrer à leur perfectionnement intellectuel et se cultiver. C'est dans ce cadre conceptuel que,

---

[1] Les Maîtres de Huaïnan in Le livre des dirigeants et de la stratégie, traduit par Thomas Cleary, Shambala, Boston, 1996 ISBN-1-57062-220-5.

*Directrice par intérim de l'INSTRAW de juillet 1994 à octobre 1997

pendant ces deux cents dernières années d'industrialisation, les concepts modernes d'enseignement de type scolaire, de formation professionnelle et de renforcement des capacités ont évolué lentement, limités à des programmes conçus par les représentants de l'Etat (des hommes) ou par des mécanismes gouvernementaux (pour des hommes), conformément à des principes définis par les gouvernements et limités à des espaces urbains et architecturaux prévus dans des endroits qui ont isolé progressivement les étudiants de la réalité et des problèmes quotidiens, qui continuent à être assumés par les femmes.

En conformité avec ce qui précède, les programmes éducatifs sont conçus d'une manière qui n'encourage pas particulièrement un accroissement de la participation à long terme de la population féminine, malgré l'augmentation du nombre d'inscription des fillettes.

La structure de la modalité moderne d'enseignement général et professionnel remonte au siècle dernier où elle s'est façonnée en fonction des critères des sociétés occidentales chrétiennes. Son expansion accélérée s'est produite immédiatement après la deuxième guerre mondiale. A ce moment-là, les éléments généraux visaient à dispenser des connaissances et des savoir-faire sur des questions et des domaines utiles à la société industrielle en plein essor, dont la croissance était basée sur l'obtention d'un maximum d'avantages des ressources utilisées afin d'obtenir le maximum de profit monétaire, conformément au modèle de pouvoir politique.

Ce cadre conceptuel (et cette pratique) a engendré un système de vie fondé sur une non-satisfaction permanente, conçue pour nous faire désirer plus que ce que nous possédons, bien plus que ce que nous pouvons consommer rationnellement dans notre vie quotidienne.

L'orientation de la formation éducative et le degré de scolarisation, les règles et les objectifs de ladite formation sont définis par le pouvoir de l'Etat...

Cette conception et cette pratique de l'éducation sont en effet utilisées dans le monde entier et continueront à l'être aussi longtemps que le concept et les objectifs du développement économique et social seront basés sur la prérogative de la connaissance comme instrument de pouvoir. L'orientation de la formation éducative et le degré de scolarisation, les règles et les objectifs de ladite formation sont définis par le pouvoir de l'Etat, sur la base d'un accord tacite selon lequel les écoles forment les étudiants pour qu'ils soient capables de satisfaire efficacement les exigences du marché industriel et technologique. Lorsqu'il n'en est pas ainsi, les résultats sont (i) l'incapacité pour les individus d'utiliser leur talent; (ii) le chômage; (iii) la marginalisation; et (iv) une crise de productivité dans l'économie. De plus, l'Etat est obligé de s'assurer que les établissements primaires et secondaires préparent les étudiants à un processus d'apprentissage compétitif tout au long de leur vie. Les pays en développement suivent le cadre conceptuel des pays industrialisés, pour leurs programmes réguliers, même si, ces cinquante dernières années, on a pu remarquer une augmentation sensible de la scolarisation féminine.

D'un autre côté, ces pays affrontent le défi de satisfaire les besoins éducatifs d'une part consiérable de la population adulte - des femmes surtout - qui n'ont pas bénéficié d'une éducation de

type scolaire, pour élémentaire qu'elle ait pu être. En général, les programmes d'alphabétisation des adultes ne suivent pas la tendance interactive de la scolarité officielle destinée aux jeunes, parce que les deux méthodes reflètent surtout les caractéristiques des besoins industriels et sociaux de la fin du dix-neuvième siècle.

Les pays latino-américains, par exemple, ont conçu leurs structures éducatives entre 1830 et 1860, après leur indépendance, en suivant les principes de l'éducation de base appliqués à l'époque en Espagne et en France. La plupart des pays africains ont commencé leur processus éducatif pendant les années 50 et 60, à partir de l'héritage (plus ou moins adapté) légué par les puissances coloniales. Les pays asiatiques adaptent leurs structures traditionnelles aux structures de la ville colonisatrice qui exerce l'influence la plus consiérable sur le processus historique et politique de la région.

Aucun de ces processus ne contenait de programmes éducatifs concrets spécialement conçus pour la population féminine. Et les pays industrialisés, fortement influencés par les guerres du XIXe et du XXe siècles, qui ont été des luttes de pouvoir, n'ont pas, eux non plus, proposé aux femmes un espace adapté à leurs besoins en matière d'enseignement général et profesionnel. Il est indéniable que l'éducation des femmes a bénéficié d'un appui et d'une attention considérables au cours de ces cinquante dernières années. La formation et l'éducation qu'elles ont reçues en fonction des besoins des structures du marché leur ont ouvert les portes de pratiquement toutes les professions et emplois du secteur tertiaire. Dans toutes les salles de classe, d'écoles ou d'universités, le nombre de fillettes et de jeunes filles est pratiquement le même que celui des garçons et des jeunes gens. Les résultats scolaires et universitaires des filles sont de jour en jour meilleurs. Les statistiques montrent que les taux d'alphabétisation des femmes sont élevés. C'est pourquoi, on peut dire que des changements qualitatifs très importants se sont produits.

Pourtant, l'éducation, la formation professionnelle et le renforcement des capacités n'ont pas été structurés en accordant la même considération aux besoins spécifiques et concrets de la population féminine. Qui plus est, les femmes en tant que citoyennes ne sont même pas consultées à propos de l'applicabilité et de l'opportunité d'un programme éducatif en particulier. Les programmes continuent à être conçus par des hommes, comme l'a défini la société patriarcale, afin de satisfaire les besoins et les exigences d'une société d'hommes dont les valeurs, les nécessités, les utilisations et les coutumes doivent être préservées et pour laquelle l'idéal féminin en tant qu'élément décoratif et érotique, en tant que facteur pour la procréation et second rôle, est vanté et exploité chaque jour par les médias, même les plus modernes d'entre eux.

En cette fin du XXe siècle, il y a six défis fondamentaux à relever, qui prennent la forme d'initiatives visant à améliorer les possibilités d'éducation et de formation des femmes et des fillettes. Ce sont les suivants:

• **La transition** entre aucune scolarisation et une éducation de base. Cela implique que la formation traditionnelle et intuitive et les compétences de survie, transmises d'une génération à l'autre, à travers les siècles, doivent être perfectionnées afin d'éviter qu'elles ne disparaissent, tout en laissant un espace pour l'éducation moderne.

• **La transformation** des compétences traditionnelles et intuitives en connaissances structurées sans que les femmes y perdent leur identité culturelle ou les valeurs éthiques qui sont à la base de la relation qu'elles entretennent avec leur habitat social.

•**La redéfinition** et des changements fondamentaux des concepts et méthodes d'éducation, de formation et de renforcement des capacités, qui feront passer les femmes de simples disciples et objets de l'éducation à des sujets actifs de cette éducation, qui maîtrisent totalement la direction à suivre, définissent les objectifs, établissent les buts, créent de nouveaux cadres qui tiennent compte parfaitement et sur un pied d'égalité de leurs caractéristiques et de leurs besoins spécifiques, tout au long de leur cycle de vie, pour leur permettre d'avoir, après l'éducation de base, un accès le plus large possible à toutes les possibilités d'apprentissage.

•**L'émancipation**, c'estàdire l'accès aux progrès scientifiques et technologiques et l'utilisation de ces progrès pour le bien-être des femmes, basée sur leurs propres besoins en tant qu'êtres humains, afin de leur permettre de dépasser les espaces limités de la production et de la procréation qui leur ont été attribués. Cette émancipation signifie surtout que les femmes peuvent et doivent concevoir leurs propres technologies et définir des processus scientifiques adaptés à leur sexe.

•**L'adaptation** des systèmes actuels d'enseignement général et professionnel basés sur les structures économiques, politiques et sociales des années 50 aux nouvelles exigences de cette fin de siècle, et surtout, aux exigences d'une société égalitaire que nous aspirons toutes à voir s'établir au plus tard en 2010, compte tenu surtout de l'instabilité des marchés du travail, des fluctations capricieuses et constantes des capitaux, de la lente disparition des régimes de sécurité sociale et de l'apparition de nouvelles formes d'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché.

•**L'habilitation**, en créant de nouveaux concepts de pouvoir, d'équilibre et de justice, basés sur l'égalité entre les sexes, l'harmonie civile et la non-violence, l'égalité des chances et la non-exploitation, l'utilisation, sur un pied d'égalité, des ressources naturelles et l'exercice total des libertés civiles et démocratiques. Alors que la science et la technologie avancent à pas de géant, alors que l'homme s'efforce de découvrir le mystère des planètes lointaines, rien n'est prévu pour rendre l'humanité plus heureuse ni pour encourager l'harmonie. On pourrait s'interroger pourquoi, sur la route qui conduit au progrès, les hommes ont oublié leur capacité d'aimer et d'être bons. Les sociétés sont submergées par toutes les formes de violence physique, psychologique, émotionnelle, économique et sociale. L'extrême pauvreté est une violence que subit un pourcentage élevé de la population mondiale; les mines antipersonnel tuent des civils innocents.

Nous, femmes du monde entier, nous aspirons à atteindre une certaine qualité de vie, un niveau plus avancé de développement durable et l'égalité des chances, sans perdre pour autant notre capacité intrinsèque à aimer et à compâtir. ■

...créent de nouveaux cadres qui tiennent compte parfaitement et sur un pied d'égalité de leurs caractéristiques et de leurs besoins spécifiques, tout au long de leur cycle de vie, pour leur permettre d'avoir, après l'éducation de base, un accès le plus large possible à toutes les possibilités d'apprentissage.

La politique de l'identité:

implications pour l'analyse des disparités entre les sexes, les politiques et la formation[1]

par Yakin Ertürk*

Introduction

Depuis le milieu des années 80, un changement marqué s'est produit dans les débats des universitaires, dans l'ordre du jour des groupes qui défendent la cause des femmes et des activistes, ainsi que dans la prise de conscience du grand public, qui, au lieu de se préoccuper de la condition de citoyen, de l'éga-lité et de la couverture sociale s'intéressent désormais aux notions d'habilitation, d'équité et de bonne gouvernance. Le changement qui est intervenu dans les valeurs, bien qu'il traduise la constatation de l'existence d'un pluralisme culturel - à savoir la diversité plutôt que l'uniformité - a placé "la politique de l'identité" au centre de la lutte pour le pouvoir, que celle-ci prenne la forme d'une recherche acharnée (comme dans l'ancienne Yougoslavie ou en Algérie) ou de démocraties parlementaires (comme au Canada ou en Turquie). Les luttes de classes idéologiquement polarisées des années 60 et 70 semblent être remplacées par une dispersion du conflit autour d'identités fragmentées. L'éclatement de l'Union soviétique et du bloc soviétique, qui rappelait l'ordre mondial polarisé de l'ère de la guerre froide, a attiré l'attention sur la vigueur des identités micronationales et ethniques, qui sont à la base de la politique de l'identité et des conflits sociaux.

Dans cet article, la politique de l'identité est définie comme le droit légitime à donner des définitions et des symboles différents de l'identité dans une enceinte publique. L'incapacité de la plupart des régimes nationaux à créer une politique commune de l'identité, qui incorpore les diversités, a intensifié les conflits provoqués par ce droit. De nouveaux acteurs, qui s'opposent les uns aux autres, ont fait leur apparition sur la scène; les acteurs principaux sont l'Etat, la communauté et l'individu.

Les questions logiques qui découlent de cette observation sont les suivantes: pourquoi sommesnous si préoccupés par les questions relatives à l'identité à ce moment précis de l'histoire? qu'est-ce qui a provoqué le changement de loyautés, qui se sont tournées non plus vers une autorité étatique centrale mais vers celles qui symbolisent les formes traditionelles de solidarité? Il y a tout juste 30 ans,

*Directrice de l'INSTRAW

[1] Une version préliminaire de ce travail a été présentée à la Réunion d'étude interorganisations concernant l'analyse socio-économique et des distinctions fondées sur le sexe, Pearld River, New York, du 5 au 9 mars 1997.

il semblait qu'être citoyen du monde était un objectif réalisable si l'on se battait pour cela. On supposait que la modernisation, c'est-à-dire l'organisation des relations entre l'Etat, la communauté et l'individu autour des valeurs universelles de citoyenneté, nous ouvrirait à la longue la voie qui mène à un monde sans frontières. Mais cela ne s'est pas matérialisé, au contraire, la modernisation s'est rapidement mondialisée, c'est-à-dire que les contradictions du capitalisme sont devenues transnationales. S'il est vrai que cela permet aux mouvements de capitaux de passer les frontières nationales, en ce qui concerne la main-d'oeuvre, de nouvelles frontières sont en train de surgir. Les nouvelles tensions entre la main-d'oeuvre et le capital ont renforcé les modalités particularistes de solidarité et ont donné à la politique de l'identité une place primordiale au moment de reconstituer les relations entre l'Etat, la communauté et l'individu. Le groupe devient l'interlocuteur, et non plus l'Etat, quand il s'agit de loyauté, de bien-être social et de notions de justice.

Le caractère changeant des formations de l'identité, qui d'universelles ou nationales deviennent fragmentées ou tribales, a une incidence directe sur la condition sociale de la femme, en particulier, et sur les relations de "genre", en général. Le terme "genre"[2] s'emploie ici dans un contexte patriarcal qui implique des relations de pouvoir inégales au sein desquelles les hommes et les femmes occupent des positions structurellement différentes. Deux des domaines vitaux de l'activité des êtres humains sont directement du ressort des relations de pouvoir patriarcales: la production et la procréation. La lutte de l'homme pour contrôler le proce-ssus de production a institionnalié les rapports de classes, où les hommes se sont servis de leur pouvoir sous la forme de violence (la société esclavagiste) et sous la forme d'un contrat (la société capitaliste) pour contrôler le travail d'autres hommes. Les efforts d'un groupe social pour garantir la reproduction de son espèce selon des critères socialement acceptables a institutionnalisé les relations entre les sexes, dans lesquelles les hommes ont utilisé leur pouvoir pour contrôler la sexualité féminine. C'est pourquoi, le patriarcat est en essence une définition de la "condition masculine"; le soutien de famille (c'est-à-dire les relations entre les classes) et le protecteur de l'honneur (c'est-à-dire les relations entre les sexes). La "condition féminine", d'autre part, est le résultat d'une attribution de fait, qui est soumise aux changements en fonction de la conjoncture et des orientations spécifiques de la structure du pouvoir masculin. En tant que telle, la position octroyée à la femme au sein de la société a toujours dépendu des négociations quotidiennes ainsi que des initiatives pour changer la société. Inversement, ceci n'a jamais été le cas pour l'identité masculine. Historiquement, toutes les formes de rivalité pour s'approprier du pouvoir ont été témoins d'une modification du pouvoir parmi les hommes, mais elles ont préservé en même temps de tout changement l'institution du pouvoir masculin. De même, à l'exception du féminisme[3], les débats qui font partie intégrante des rivalités autour de la politique de l'identité restent encore profondément patriarcaux. Leurs idées politiques sont perceptibles et transpa-rentes dans les images de la femme qu'ils projettent et promeuvent.

---

[2] Pour un examen plus approfondi, voir le Message de la Directrice dans ce numéro des Nouvelles de l'INSTRAW.

[3] Le terme "féminisme" est employé ici pour désigner des mouvements autonomes de femmes qui ont pour but de mettre en question les relations patriarcales.

Cet article met l'accent principalement sur les tendances en matière de changement, c'est-à-dire le passage de la modernité à la mondialisation, et examine comment "la politique de l'identité" diversifie et construit des modèles différents d'identité féminine et exige une représentation légitime de celle-ci dans le domaine public. Une telle démarche fournit une analyse à niveau macro-économique qui est, évidemment, extrêmement éloignée des niveaux plus concrets des politiques et des questions de formation. Nous espérons que les débats aideront dorénavant à combler la brèche entre le niveau abstrait de l'analyse et les niveaux concrets des politiques et de la formation.

---

[4] Le passage de la modernisation à la mondialisation a été considéré par quelques observateurs comme un mouvement vers une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité. Ces deux concepts sont employés ici pour décrire un processus interdépendant où la contradiction entre le travail et le capital se maintient mais à un niveau structurel différent. Pour un examen plus approfondi du premier point, voir P. Worsley (1986). *The Three Worlds: Culture and World Development.* Londres: Weidenfeld et Nicholson; et du deuxième point, voir B.R. Barber (1996). *Jihad vs. MacWorld.* New York: Ballantine Books.

Des forces de changement modernes aux forces de changement mondialisées

Afin de simplifier notre exposé, nous utilisons le concept de changement pour décrire les modèles de transformation pour passer de ce que l'on a appelé le processus de mo-dernisation à ce que l'on désigne assez précairement sous le nom de mondialisation. Ces deux concepts, en essence, sont associés à la Grande transformation, terme que Karl Polanyi a utilisé pour décrire l'essor du capitalisme moderne[4].

Comme on ne le sait que trop bien, ce tournant crucial dans l'histoire de l'humanité implique l'institutionnalisation des relations de classes patriarcales audelà des frontières locales et traditionnelles, ce qui crée des modèles uniformes et relie les localités les unes aux autres dans le cadre d'un "système mondial" hiérachique. En opposition aux tendances globales de normalisation de la modernisation, la mondiasation contient de façon inhérente les forces contradictoires de l'uniformité et de la diversité. En conséquence, le changement qu'implique le passage d'un ordre mondial moderne à un autre de plus en plus mondialisé nécessite un aménagement fondamentalement différent des relations entre l'Etat, la communauté et l'individu. Les implications de ces tendances en ce qui concerne la manière dont l'identité est construite au niveau de la société et l'impact qu'elle a sur la femme et sur les relations entre les sexes sont directes et essentielles. Nous exa-minerons ci-après deux types de tendances - celles à l'universalisation et celles à la diversification - du point de vue de leur incidence sur la femme.

Les tendances à l'universalisation

Au niveau le plus élémentaire, la modernisation peut être comprise comme la création des économies nationales par la transformation d'une économie de subsistance (traditionnelle) en une économie de marché (moderne), avec l'Etat national comme élément moteur de ce changement. La formation de l'identité est monopolisée par l'Etat national, qui, suppose-t-on, agit pour le bien commun et le bien-être de ses citoyens. La légitimation idéologique de la société moderne est donc basée sur le principe de l'égalité des droits en matière de citoyenneté dans un Etat de droit.

Lors de la formation des Etats nationaux modernes, les femmes représentaient l'une des

catégories problématiques qu'il fallait intégrer dans le concept de l'ensemble des citoyens. Dans la plupart des cas, la condition de la femme en tant que citoyenne renfermait des éléments contradictoires. En dépit de nombreuses exceptions, alors que les femmes ont conquis leur consécration en tant que citoyennes individuelles ayant le droit de vote, d'être élues, d'avoir un emploi, de posséder des biens immeubles, etc., dans d'autres sphères de la vie, leur droit à exister de leur propre chef rencontre une forte résistance. Il s'agit des secteurs qui sont étroitement liés aux valeurs clés du patriarcat, et la famille en est l'un des principaux. La famille nucléaire a servi de base institutionnelle solide pour l'expansion de l'autorité des Etats nationaux modernes à travers leurs territoires. Les hommes, en tant que membres de la société moderne, non seulement ont joui de leurs droits et se sont acquittés de leurs obligations en tant que citoyens, mais, en tant que chefs de famille, ils ont joui de leurs droits patriarcaux et se sont acquittés de leurs obligations patriarcales. Dans le domaine privé, donc, les hommes sont devenus les médiateurs de la participation de la femme à la société. C'est pourquoi, non seulement le patriarcat a démontré qu'il était compatible avec la modernisation mais il a favorisé la capacité de celle-ci à intégrer les femmes sans toucher à la structure sexospécifique. La société moderne s'est construite sur les principes des normes de gouvernement rationnelles/légales, qui, par définition, équivalent à un rejet des normes traditionnelles. C'est pourquoi, la dichotomie qui oppose ce qui est moderne à ce qui est traditionnel renferme en elle-même la direction que suit le développement, ses buts ainsi que ses critères. De ce fait, le développement a fini par être associé à la diffusion et à l'adoption des méthodes modernes (sur le plan économique, social, du comportement et psychologique). C'est ainsi que les femmes ont fini par être placées dans deux catégories différentes: le groupe des femmes modernes et celui des traditionnelles. Le premier groupe est devenu le modèle à émuler pour le second. On assumait que l'élimination des modes de vie traditionnels amènerait la modernité et le progrès. Cependant, l'accès aux voies qui mènent à la modernité est toujours limité en fonction de la classe sociale, spécialement en ce qui concerne les femmes rurales du tiers monde. En fait, l'intégration des marchés (c'est-à-dire la modernisation) dans le tiers monde a souvent exclu les femmes du monde rural des nouvelles technologies, connaissances et institutions, alors que, dans le même temps, elle accentuait les pressions exercées sur leur travail. Telle est peut-être la principale contradiction de la modernisation: elle imposait une direction unilinéaire au changement tout en limitant à un petit groupe l'accès aux moyens qui permettent ce changement. En d'autres termes, les buts fixés par le projet de modernisation étaient uniformes et universels mais les moyens pour les atteindre n'ont pu être universalisés. C'est pourquoi, il est devenu évident que la participation de tous les citoyens, sur un pied d'égalité, dans la société du courant dominant est un projet irréalisable de la modernisation.

Tant que l'on a pu conserver la distance qui sépare le moderne du traditionnel, les questions ayant trait à l'identité ou à l'inégalité n'ont relativement pas posé de problèmes. Toutefois, la dialectique de la mo-dernisation a servi à les mettre en contact rapproché. Des mouvements de population sur une grande échelle et la création des ghettos urbains ont bousculé les clivages entre le mo-derne et le traditionnel. Le moderne n'anéantit pas le

traditionnel, ils subsument l'un dans l'autre. C'est cette proximité qui fait que les contradictions inhérentes à la modernisation éclatent au grand jour. Les réponses idéologiques polarisées aux pre-ssions économiques et sociales de la société moderne, dominée par la guerre froide, ont fait long feu. Le conflit est devenu encore plus dispersé, dépassant les lignes traditionnelles de démarcation entre les classes et la nationalité. Depuis les années 80, les confrontations tournent autour des différences ethniques, religieuses et sexuelles. La revendication de la spécificité d'un groupe - une chose que l'on croyait ensevelie dans le passé - est réapparue comme le déterminant principal des formations de l'identité dans un monde globalisé. Les oppositions fragmentées, qui s'opposent aux oppositions binaires de la modernité, se greffent sur les caractéristiques de l'ordre social émergent[5].

[5] Voir Ertürk, "From the 'Cold War' to the 'Hot Peace': Women at the Center of Conflict" in *Women and Human Settlements in Conflict Zones*. INSTRAW: Saint-Domingue, 1997.

[6] Voir R. Falk, "The Decline of Citizenship in an Era of Globalization". Monographie présentée à la Conférence internationale sur la mondialisation et la citoyenneté, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 9-11 décembre 1996.

Tendances à la diversification

L'arrivée prochaine du XXIe siècle est révélée par la nouvelle division du travail entre le capital et la main-d'oeuvre, où le premier est devenu mobile et mondial et la seconde stationnaire et locale. Les tendances émergentes indiquent que les institutions étatiques supranationales du marché mondial sont aux premiers rangs en tant que nouveaux agents de changement. La mondialisation, donc, est un processus de transformation, où l'on passe d'une économie nationale à une économie mondiale. La légitimation idéologique de la mondialisation a souvent été perçue comme la création d'une "société humaine" composée de cultures, de groupes ethniques et de systèmes de croyance différents. Les mouvements transnationaux des années 80, en particulier le féminisme et les mouvents écologistes, peuvent être considérés comme indicatifs de ce que certains ont appelé la "mondialisation à partir de la base"[6]. Toutefois, la transnationalisation de l'identité pour tous les membres de la "société humaine" est menacée par plusieurs forces sociales persistantes:

1) les différences de langue parmi les masses travailleuses du monde entier;

2) les inégalités croissantes à travers le monde entre nations, classes sociales, groupes ethniques, femmes et hommes; et

3) les souvenirs collectifs des histoires antagoniques entre différents groupes. C'est pourquoi, contrairement à ses assises idéologiques, la mondialisation porte en soi la fragmentation et de nouvelles formes de conflit, et amène dans la sphère de la politique des acteurs incompatibles qui veulent s'approprier la représentation publique. De concert avec l'émergence de centres de pouvoir de substitution et la revitalisation des discours particularistes, l'espace socialement acceptable pour la femme devient fragmenté et diversifié. Ce sont des groupes localisés, représentant des spécificités culturelles, religieuses et ethniques et non plus l'Etat national, qui assument le droit légitime de définir les symboles de l'identité dans l'espace public. Toutefois, la fragmentation de l'identité féminine dans le nouvel ordre naissant existe au sein des tendances à la polarsation aussi bien qu'à l'unification, c'est-à-dire que l'on propose aux femmes des images différentes au sein de leur groupe respectif alors qu'elles occupent encore la même place dans la structure patriarcale où les identités féminines ont été créées.

C'est par rapport à cela que les femmes sont liées les unes aux autres au-delà des discours, des groupes culturels, des classes sociales et des nationalités.

Ainsi que nous l'avons analysé ci-dessus, la modernisation implique essentiellement la subordination du pouvoir local à l'autorité de l'Etat, sapant ainsi le contrôle de l'individu par la colletivité, qu'il s'agisse d'une tribu, du réseau familial étendu, d'une secte ou culte religieux ou de la communauté. La monopolisation de l'autorité et du pouvoir par l'Etat, indéniablement, a eu des inconvénients. Cependant, historiquement parlant, l'émergence des Etats nationaux modernes signifie la transformation de l'"individu sujet" en "individu citoyen". Le deuxième diffère du premier en ce qu'il est intrinsèque aux organes de direction et aux principes de l'Etat de droit. C'est cette reconnaissance de l'espace individuel qui a rendu réellement possible la recherche de l'égalité. Par conséquent, la modernisation porte en elle-même les contradictions qui permettent aux femmes, de même qu'aux autres groupes d'exclus, de saisir les chances qui se présentent à eux de démolir les clivages des hiérarchies établies. Dans ce contexte, en dépit d'insuffisances persistantes, des progrès importants ont été accomplis en matière d'égalité entre les sexes à travers le monde.

En contraste avec les tendances centralisatrices de la modernisation, la mondialisation implique des modalités décentralisées de direction des affaires publiques et la réapparition des centres de pouvoir locaux ou traditionnels pour déterminer la politique de l'identité. C'est la collectivité et non plus l'individu qui devient la principale composante de la société. La loyauté de l'individu se déplace, passant de l'Etat aux centres de pouvoir inférieurs (solidarité de groupe) et supérieurs (solidarité transnationale) à l'Administration centrale nationale. C'est peut-être l'extrême affaiblissement de l'Administration centrale qui rend possible la propagation d'une plus grande liberté et l'expression de modes de vie différents. Toutefois, partout où une société civile basée sur l'économie et organisée autour de celle-ci est faible ou totalement absente, comme c'est le cas dans les pays du tiers monde, cela peut se traduire par un renforcement des centres de pouvoir totalitaires. Qui plus est, les sphères d'existence légitimées du point de vue culturel, ethnique et religieux, aussi bien dans les pays du nord que du sud, ont tendance à être empreintes de préjugés contre les femmes. Le particularisme a donc préséance sur le principe d'égalité de l'Etat de droit, laissant les femmes complètement assujetties à la volonté de leur groupe culturel.

Les nouveaux centres de pouvoir qui promeuvent la politique de l'identité sont souvent très enclins à mobiliser les femmes en leur faveur, mais inutile de dire que ce n'est pas toujours au bénéfice de ces dernières. Des critères de droits liés aux aspects culturels et religieux constituent une menace considérable pour l'égalité entre les sexes. Les notions traditionnelles de "genre" sont basées sur ce qui constituent, assume-t-on, les différences naturelles entre les femmes et les hommes, et de ce fait, la justice et les droits individuels sont perçus dans le contexte de l'équité plutôt

---

7 I. Bakker argumente que "... le passage à un nouvel ordre culturel, économique et politique expose un plus grand nombre de femmes aux forces directes du marché..." ce qui entraîne des changements en profondeur dans la structure de l'économie et des relations entre les sexes. "Identity, Interests and Ideology: The Gendered Terrain of Global Restructuring" in Stephen Gill (Ed.) *Globalisation and Democratisation: Structural Changes and the New Multilateralism.* Basingstoke: MacMillan/ Tokyo: Imprimerie de l'UNU, 1997.

que de l'égalité. Ceci a été l'une des principales sources de débats à la Conférence de Beijing lorsque les représentants de certains gouvernements ont fait des réserves sérieuses au principe d'égalité de l'homme et de la femme.

Cependant, malgré le risque évident qu'impliquent les mouvements particularistes, ils ont donné un nouvel espace aux femmes, leur permettant de participer activement dans une enceinte publique[7].

Le simple fait d'inclure et de diversifier les images légitimes de la femme au sein de la société civile provoque une rupture de l'ordre patriarcal. A la longue, les contradictions émergentes habilitent la femme à mettre au point des stratégies d'émancipation. Ces stratégies sont particulièrement importantes pour l'expansion des droits de la femme à exister en tant qu'individu, pour la création d'une opinion publique sensible aux distinctions fondées sur le sexe et pour accentuer les pressions sur les institutions de l'Etat afin qu'elles s'intéressent davantage aux problèmes propres à chaque sexe.

C'est pourquoi les tendances à la mondialisation, même si elles menacent les victoires remportées jusqu'à présent en matière d'égalité entre les sexes, offrent aussi la possibilité de réorganiser les relations entre les sexes, car les tendances à la diversification démolissent les hiérarchies patriarcales. En d'autres mots, les tendances à la mondialisation renferment en elles-mêmes des tendances aussi fortes les unes que les autres vers une plus grande subjugation ou vers une plus grande émancipation de la femme. Afin de nous assurer que l'histoire empruntera la voie de l'émancipation, il nous faut de meilleures connaissances grâce à des recherches comparées, à de meilleures analyses, à de meilleures politiques et à des meilleures initiatives.

Implications pour les politiques et la formation

Bien qu'elle soit fondamentale pour l'institutionnalisation des changements positifs en faveur de la femme, l'analyse des disparités entre les sexes, basée sur la politique de l'identité, est trop macroeconomique et encore trop éloignée de se concrétiser sous forme d'outils pratiques qui incideraient sur les politiques et la formation. Qui plus est, l'amélioration de la valeur instrumentale de ce type d'analyse exige une plus grande connaissance approfondie basée sur des études comparées de cas. En attendant, étant donné les implications de cette analyse, voici quelques suggestions qui pourraient être prises en considération pour établir des liens entre cette analyse et les questions de politiques et de formation.

1) Avec la diversification de la formation des politiques d'identité, les administrations centrales sont moins portées à entreprendre des interventions dans des domaines qui peuvent être considérés comme le domaine des blocs de pouvoir substitutifs ou bien les programmes entrepris par l'Etat peuvent être éclipsés par les protetations des conservateurs. Le simple fait que les gouvernements de coalition deviennent de plus en plus souvent la norme complique encore la question. Un nombre croissant de femmes, à tous les échelons de la prise de décision, ont une incidence positive et contrebalancent ces tendances. A cet égard, les mesures de politiques provisoires, telles que les quotas pour les femmes, doivent contribuer à améliorer la visibilité des femmes et leur participation directe aux décisions.

2) Les besoins des colletivités peuvent avoir la priorité sur les relations entre les sexes, ce qui crée des catégories différentes et antagoniques de femmes et compromet la possibilité que les femmes parviennent à un consensus et agissent collectivement. Les politiques et les programmes d'action qui sont axés sur les domaines d'intérêt commun et mettent ceux-ci en valeur au lieu

d'insister sur les différences peuvent contribuer à amorcer un dialogue entre les différents groupes de femmes.

3) La diversification des modèles légitimes d'identité féminine au sein de la société suscite de nouvelles contradictions et laisse des "zones de neutralité", c'est-à-dire des zones non identifiées par les discours dominants. Ces zones de neutralité donnent aux femmes la possibilité de défier les attentes traditionnelles et d'imposer leurs propres définitions. Toutefois, comme les solides structures patriarcales se sont politisées, il est peu vraisemblable que cela puisse se faire par l'initiative personnelle de quelques femmes. C'est là que les interventions de développement peuvent avoir une incidence. En identifiant ces zones de neutralité et en organisant les femmes autour d'intérêts communs, l'espace de celles-ci peut s'élargir.

Une société civile organisée peut agir comme une force qui maintient à l'ordre du jour les questions relatives aux droits de l'homme et exerce des pressions sur les institutions de l'Etat pour qu'elles prennent des mesures pour assurer à chaque individu la jouissance de ses droits. Il est évident que, dans le futur proche, le défi à relever c'est de mettre au point "la politique de l'identité" qui contient en elle-même les diversités permettant de lutter contre l'impact fractionniste de la "politique de l'identité". Ceci garantira l'expression des différences entre les nations, les classes sociales, les groupes ethniques et les sexes sans compromettre les droits de l'homme des individus.

4) Etant donné que les relations entre les sexes se sont mises en place au sein des relations de pouvoir patriarcales, l'amélioration de la condition de la femme et le changement de rôles entre les sexes exigeraient nécessairement une dé-construction des hiérarchies patriarcales et une démystification de la masculinité. Au niveau des politiques, ceci requiert une approche sur trois plans:

a) l'adoption de démarches soucieuses d'équité entre les sexes pour la formulation des politiques globales;

b) la sensibilisation aux sexospécificités par des actions de formation pour les hommes et les femmes; et

c) obtenir que les hommes participent à un dialogue destiné à résoudre le problème de l'inégalité entre les sexes en le considérant comme "leur" problème et pas seulement comme celui des femmes. En d'autres termes, mettre l'accent sur le rôle de l'homme et sur le rôle de la femme est une composante vitale de la réorganisation des relations entre les sexes afin de parvenir à l'égalité entre les sexes.

5) Enfin, sans que cela implique un ordre de préséance, au niveau international, les organes et les institutions des Nations Unies, ainsi que les institutions mondiales qui sont actuellement en création, peuvent jouer un rôle dans la promotion des politiques et des interventions visant à garantir un contrat social mondial.

Parmi les questions qui préoccupent particulièrement les femmes, il faut citer celles issues de la traite des femmes, les migrations temporaires ou saisonnières à travers les frontières nationales, les déplacements provoqués par les crises écologiques ou politiques, entre autres. Les implications de l'analyse ci-dessus pour les politiques internationales sont pertinentes pour:

a) combler la brèche créée par la mondialisation dans le système de réglementation et

b) construire l'infrastructure légale pour une société civile mondiale. ■

Le "genre", la formation et le renforcement des capacités

par Irene Tinker*

Au cours de ces vingt-cinq dernières années, la communauté du développement a fini par accepter l'idée qu'il était nécessaire de planifier et de mettre en oeuvre les programmes en tenant compte de leur impact différentiel sur les femmes et sur les hommes. Essayer est une chose, mettre en marche des projets couronnés de succès en est une autre. De nombreux programmes ont été analysés et beaucoup de recherches ont été menées afin de tenter de fournir aux agents d'exécution des directives et des modèles permettant d'obtenir des résultats plus équitables. Au fur et à mesure que le secteur devient plus compliqué, deux dynamiques apparaissent clairement, qui ont tendance à rendre plus confuses, et non pas plus claires, les approches qui promettaient d'améliorer la qualité de vie des femmes: une brèche qui s'approfondit entre les experts et les agents d'exécution et une vision de la femme qui laisse de côté sa famille et sa communauté. Ces tendances jettent dans la perplexité les bénéficiaires des programmes de formation et font souvent présager des programations qui ne seront pas couronnées de succès.

La brèche entre les experts et les agents d'exécution

Bien que les experts et les agents d'exécution soient conscients de l'énorme diversité des rôles dévolus par la société aux hommes et aux femmes à travers le monde, les experts mettent l'accent sur les différences alors que les agents d'exécution cherchent des ressemblances et des similitudes. La transformation économique rapide et ses effets sur les diversités culturelles et sociales rendent l'élaboration des directives encore plus compliquée. En réalité, la situation change si vite que, y compris dans le même espace géographique, les programmes qui, dans un cas, améliorent la vie des femmes, dans l'autre, peuvent se révéler préjudiciables.

Afin d'essayer de comprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas, les organismes de développement engagent souvent des professeurs universitaires comme consultants et ils choisissent souvent des professeurs d'études relatives aux femmes sans se rendre compte de l'énorme variété des approches qui existent dans ce domaine.

*Professeur de l'Université de Californie, à Berkeley, engagée à la fois par les départements de planification municipale et régionale et d'études de la femme, membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW, de 1979 à 1983

Dans la plupart des universités des Etats-Unis, les études relatives aux femmes sont dominées par les facultés de sciences humaines, leurs interrogations sur les caractéristiques essentielles de la femme et leur exaltation de la voix de chaque individu. Tout en étant intellectuellement stimulant avec ses discours sur le langage et ses significations, ce courant postmoderne rend le projet d'établir des coalitions et d'agir collectivement de plus en plus difficile. Les études empiriques ayant trait aux femmes seront vraisemblablement réalisées par des femmes qui sont professeurs de facultés de droit, de médecine ou de sciences sociales. La plupart des spécialistes en études relatives aux femmes axent leur travail sur les Etats-Unis et il en résulte que bien des constructions théoriques ont une base beaucoup trop étroite, étant établies à partir d'expériences aux Etats-Unis. Cela se solde par un ensemble de théories stimulantes entachées de préjugés ethnocentriques.

Les professeurs qui enseignent la problématique de la femme et du développement restent une petite minorité dans les départements d'études relatives aux femmes ou dans les cours internationaux. Une recherche menée en 1989 par l'INSTRAW pour le compte de l'US Council for INSTRAW a collecté les programmes de cours donnés aux Etats-Unis qui peuvent être considérés comme des cours sur la participation des femmes au développement. La recherche a découvert plus de 100 cours qui étaient dispensés dans le cadre des départements de sociologie rurale, de planification urbaine et d'études régionales, voire de temps à autre de géographie, d'anthropologie ou d'études relatives aux femmes. Il est peu probable que ce chiffre ait progressé beaucoup aujourd'hui.

Bien que les experts et les agents d'exécution soient conscients de l'énorme diversité des rôles dévolus par la société aux hommes et aux femmes à travers le monde, les experts mettent l'accent sur les différences alors que les agents d'exécution cherchent des ressemblances et des similitudes.

Préoccupée de la vision internationale limitée qui caractérise un grand nombre de cours consacrés aux études relatives aux femmes, et préoccupée également par le fait que les cours universitaires en histoire internationale, en sciences politiques, en droit, en économie, en matière de culture ou de développement, continuent à être donnés sans prêter beaucoup d'attention à la vaste documentation disponible sur les femmes, la Fondation Ford a financé dix universités des Etats-Unis afin qu'elles participent à un projet de cursus universitaire pour essayer d'incorporer la problématique des femmes et de la sexospécificité aux cours internationaux et les questions internationales aux études relatives aux femmes. De nombreux campus ont invité des spécialistes en études relatives aux femmes originaires d'autres pays à participer à des ateliers, et cette initiative a débouché sur la mise à plat de nombreuses constructions théoriques et sur la constatation que les discours des spécialistes sont bien éloignés désormais des premiers jours où leurs idées étaient à la disposition des activistes.

Ainsi, les universités ont encouragé l'emploi du mot "genre" dans la programmation du développement ainsi que sur les campus. Ce concept précieux met en lumière les nombreuses facettes de l'identité d'une personne: sa classe, son âge, ses diplômes, son ethnicité, ses compétences, etc.

Malheureusement, non seulement le terme nuit à la clarté de la programmation mais il est extrêmement difficile à traduire.

En vietnamien, par exemple, on utilise actuellement plusieurs mots pour le traduire, mais, pour la plupart des Vietnamiens, le mot continue à vouloir dire "sexe".

Bien utilisé, le terme "genre" désigne à la fois l'homme et la femme, mais trop souvent, le terme est employé à la place du mot "femme", pratique qui appauvrit toute déclaration politique à propos des préoccupations communes aux femmes du monde entier. Pour utiliser correctement le mot "genre", il faut accroître les recherches sur les rôles et actions des hommes afin de comprendre leurs réactions face au développement. Sur quelles bases s'appuient-ils pour réclamer des privilèges et aucune responsabilité? Quelles explications peut-on donner à l'augmentation de l'alcoolisme et de la violence familiale qui se produit partout dans le monde? Je crois qu'il faut des études approfondies sur les dilemnes des hommes dans les sociétés soumises à des transformations économiques rapides pour comprendre la condition de la femme. Sur le plan politique, utiliser le terme "genre" minimise les mouvements que mènent les femmes à travers le monde en faveur des droits de l'homme, du droit à la terre et au logement, d'une aide pour les soins dispensés aux enfants et d'autres questions qui préoccupent pareillement les femmes du monde entier.

Seulement la femme

Bien que l'utilisation du mot "genre" mette en valeur les influences de la famille et de la société sur la femme, la plupart des connaissances sont axées si complètement sur la femme que son rôle au sein de la famille et de la communauté est sous-évalué. Cette tendance provient de l'indvidualisme à outrance inséré dans les constructions des Nords-Américains et des Européens du Nord relatives aux valeurs. Les exigences de la famille sont une contrainte aussi bien pour l'homme que pour la femme, mais, chez les pauvres, les réseaux familiaux sont cruciaux pour la survie et ils sont de précieuses sources d'information et d'appui pour tous.

Une étude exhaustive sur les personnes qui vendent des aliments dans la rue, menée dans neuf pays, a montré que, sauf dans les pays africains où l'homme et la femme ont généralement des budgets séparés, cette micro-entreprise est une affaire familiale. Même au Nigéria et au Sénégal, la parenté joue un rôle important dans le succès des femmes qui vendent des aliments dans la rue (Tinker, 1997). Des recherches portant sur l'utilisation des prêts de la Banque Grameen montrent que beaucoup de ces prêts sont utilisés par les maris; il faut collecter davantage d'informations sur cette pratique afin de la condamner. Si un homme au chômage utilise le prêt de sa femme pour acheter un "pedicab" (un taxi bicyclette), cela signifie un revenu familial plus conséquent et un respect accru envers la femme qui lui permet d'avoir accès au prêt.

Conclusion

Les recherches et la formation portant sur la participation des femmes au développement doivent reconnaître les rôles variés que jouent dans ce domaine les différents membres de la famille et de la parenté, aussi bien pour soutenir la femme que pour la contrecarrer. L'impact que les projets en faveur des femmes ont sur le bien-être du groupe et de la communauté permet souvent de prédire s'ils auront du succès ou non. Il faut conserver une définition claire de l'objectif recherché par le projet et circonscrire les constructions des experts à des fins plus spéculatives. ■

Les méthodes interactives de formation:

en quoi est-ce que cela consiste?

par Els Postel*

Dans un village indien, des femmes sont assises en cercle pour parler des soins de santé et des droits liés à la procréation. Elles commencent par tracer l'image d'une femme nue plus grande que nature en plein milieu. Puis, l'une après l'autre, d'abord timidement et avec un petit rire nerveux, puis peu à peu de plus en plus sérieusement, elles montrent l'endroit de leur corps où elles ressentent de la douleur ou de l'inconfort et la place où se situent le plaisir et les sensations positives. Après les avoir écoutées attentivement, l'animatrice commence à répondre à leurs questions et à leur transmettre les informations et les connaissances dont elles ont besoin.

Le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a insisté sur le fait que l'éducation est "un droit de l'individu et un instrument essentiel pour l'obtention des objectifs d'égalité, de développement et de paix." L'enseignement général et professionnel de type scolaire et périscolaire pour les femmes et les fillettes est un facteur fondamental pour que celles-ci prennent part aux décisions au sein de la société et l'un des meilleurs moyens de parvenir au développement durable. Lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue en Thaïlande en 1990, la brèche entre les sexes en matière d'accès à l'éducation a été inscrite, pour la première fois, à l'ordre du jour international. Cette même année, au Sommet mondial pour l'enfance, a été pris l'engagement que l'accès de tous à l'éducation de base deviendrait réalité en l'an 2000, année magique entre toutes.

Selon un rapport récent de l'Unicef (Les progrès des nations, 1997), la plupart des pays sont encore bien loin de tenir cet engagement. Bien que quelques progrès aient été accomplis en termes quantitatifs, près d'un milliard d'adultes dans le monde sont analphabètes et les deux tiers de ceux-ci sont des femmes. Actuellement, près de 140 millions de jeunes ne vont pas à l'école; dans de nombreux pays la qualité de l'éducation est mauvaise et les disparités entre les sexes persistent. Et pourtant, l'éducation des fillettes et des femmes est un élément clé pour l'habilitation de la femme et une arme précieuse dans sa lutte contre la violence. Partout où le système officiel ne parvient pas à toucher un taux important de la population et est incapable de fournir le type d'éducation qui est pertinent pour la vie de tous les jours, l'enseignement informel et l'éducation des adultes ont un rôle de contre-attaque à jouer (Helleman, 1992). La brèche qui existe entre les sexes dans le

*Professeur à l'Institut d'études culturelles et sociales de l'Université de Leyden, membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW de 1992 à 1998, elle a été Présidente du Conseil d'administration pendant deux mandats, de 1994 à 1996

domaine de l'éducation, au cours de ce siècle, laissera des traces bien audelà de l'an 2000. L'accès des femmes adultes aux informations, aux connaissances et aux savoir-faire pertinents dépendra pour une bonne part, dans le Sud, du réseau des groupes de femmes et des ONG qui ont déjà acquis l'expérience nécessaire en actions de formation pour alphabétiser, pour transmettre les connaissances pertinentes et pour sensibiliser.

Des cours et des modules de formation ont été mis au point par de nombreuses institutions au cours des années 80, et notamment par l'INSTRAW. La plupart de ceux-ci sont destinés à des groupes spécifiques, telles que les exploitantes agricoles, les femmes chefs de petites entreprises, les dirigeantes de groupements, etc. ou bien ils sont donnés en combinaison avec le transfert de technologie. Malheureusement, il y a peu d'échanges d'informations et pratiquement aucune recherche n'a été menée à propos de la qualité de la formation ou des effets à long terme de l'une ou l'autre méthode.

Actuellement, les techniques interactives sont de plus en plus utilisées en éducation populaire, et en particulier dans les groupes de femmes. Les idées de Paulo Freire concernant le lien entre l'éducation et la libération des groupes opprimés sont largement répandues désormais. En principe, la participation (qui ne doit pas être exigée seulement des stagiaires) ouvre la possibilité d'une communcation plus déférente entre les formateurs et les stagiaires que celle qu'implique la tradition de l'éducation - ce qui équivaut littéralement à une sorte de "croissance spirituelle" -. Ainsi, les femmes locales ne sont pas considérées au commencement du cours comme des récipients vides qu'il faut remplir dans le laps de temps le plus bref possible de connaissances ou de sensibilité, mais comme des personnes ayant une expérience et des idées qui valent la peine d'être écoutées. Il faut bien se rendre compte que l'application dans la pratique d'une méthode interactive est loin d'être facile. Il faut une capacité d'apprentissage et d'adaptation inhabituelle de la part des formateurs et elle prend beaucoup de temps. Après huit ans d'expérience acquise à observer et à appuyer des projets interactifs destinés à des femmes du Sri Lanka, Kamala Peiris conclut: "on n'arrive à faire participer les gens... , même à un degré limité, que grâce à des efforts inlassables et à un nombre incalculable d'heures de transpiration, de dur labeur et de sacrifices de la part de médiateurs dévoués qui sont pourtant contents d'être effacés et anonymes, non pas à la tête des gens mais les aidant de l'arrière" (Peiris, 1977).

...l'accès de tous à l'éducation de base deviendrait réalité en l'an 2000.

Une norme de qualité aussi élevée reste une exception dans le domaine de l'éducation informelle. Afin d'éviter que la "participation" devienne simplement un mot à la mode, il est indispensable d'échanger beaucoup plus d'informations sur les expériences et les évaluations à ce sujet. Il est indéniable que la participation, bien qu'elle soit, en définitive, gratifiante, peut peser lourdement sur les formateurs, qui sont généralement des étrangers. Il faut davantage d'endurance et de patience pour écouter les gens que pour leur parler. Pourtant, c'est la condition sine qua non pour créer une ambiance où peuvent se développer l'estime de soi et la capacité de participer pleinement au sein de la société. ■

Références:
Helleman, Claudine. "Education for Women's Development?" in *VENA Journal*, vol. 4, n° 1, mai 1992.
Peiris, Kamala. *Weaving a Future Together: Women and Participatory Development in Sri Lanka.* Institut de recherche pour le développement, Amsterdam, 1997.
UNICEF. *The Progress of Nations*, New York, 1997.

La formation et le renforcement des capacités pour l'habilitation de la femme:

défis et possibilités dans les années à venir

par Deborah Kasente*

L'habilitation de la femme a été conceptualisée de plusieurs manières. Kabeer (1994) définit le concept d'habilitation comme "le pouvoir d'établir des priorités" et se réfère à lui partout ailleurs comme "le processus d'affrachissement". Cette même publication souligne que, alors qu'il semble exister un consensus généralisé quant aux types de besoins qui sont importants pour habiliter la femme, le défi consiste à savoir comment identifier et satisfaire ces besoins. Au nombre des éléments efficaces pour l'habilitation de la femme, on peut citer ceux-ci: utiliser des modes interactifs pour l'identification et la hiérarchisation des besoins; s'assurer que les règles et les pratiques appliquées n'ont pas pour conséquence l'exclusion de la femme; percevoir la femme comme un acteur sur lequel pèsent des contraintes sociales mais qui est compétent; encourager tout spécialement les nouvelles modalités de sensibilisation collective et d'association; et renforcer la capacité de la femme à se mobiliser en faveur d'intérêts qu'elle a, elle-même, définis. Le processus visant à faciliter l'habilitation de la femme doit partir de l'hypothèse que l'habilitation ne peut pas être octroyée, elle doit surgir de la personne elle-même. La démarche à favoriser sera donc celle de fournir aux femmes les ressources habilitantes qui leur permettront de mieux contrôler leur propre vie.

Des expériences réalisées dans la région africaine ne peuvent que confirmer l'orientation donnée par Kabeer. Un certain nombre d'initiatives ont essayé de favoriser l'habilitation par le biais d'actions de formation et de renforcement des capacités qui tenaient compte des sexospécificités et qui ont été, à des degrés divers, couronnées de succès ou ont échoué. Cette brève monographie vous fera connaître deux de ces expériences qui utilisent la formation aux sexospécificités comme outil pour le renforcement des capacités; l'une, celle du Département d'études relatives aux femmes de l'Université de Makerere emploie une démarche spéculative; l'autre, celle du Gender Experts Network (GEN) (Réseau de spécialistes en questions de "genre") a ciblé le mouvement des femmes. La monographie mettra surtout en lumière les défis à relever et les possibilités dont il faudra profiter à l'avenir, grâce aux leçons tirées de ces deux expé-riences.

Le Département d'études relatives aux femmes de l'Université de Makerere et l'Institut d'études du développement de l'Université

*Maître de conférence au Département des études relatives à la femme, Faculté des sciences sociales, Université de Makerere

du Sussex ont dirigé, conjointement, un projet de formation aux sexospécificités à Makarere, ciblé sur les agents du développement qui occupent des positions clés dans la région.

Cette initiative a pour but de les doter de connaissances conceptuelles et pratiques en vue de sa-tisfaire les besoins du développement africain et de former de futurs formateurs à plusieurs modules de cours. Ils pourraient devenir par la suite un centre de ressources de formation susceptible d'appuyer les futures initiatives. La base de cette entreprise conjointe était la constatation, par le biais de la documentation et de la pratique, que les processus qui engendrent les inégalités entre les sexes vont bien au-delà du foyer et des relations familiales et touchent un vaste échantillon d'institutions. Bien que l'évaluation des besoins de formation ait été faite afin de déterminer les détails du cours, la première évaluation a mis en évidence des succès mais elle a aussi révélé des défis qu'il faut relever avant de pouvoir considérer que, dans la pratique, on tient vraiment compte des sexospécificités.

L'analyse des bénéfices obtenus par les institutions a indiqué que l'impact ne pouvait être observé clairement que dans les institutions qui se sou-ciaient déjà des sexospécificités et qui avaient surtout besoin de compétences pour réaliser l'analyse des distinctions fondées sur le sexe. Pour les institutions bien intentionnées qu'il faut encore convaincre qu'une pratique qui tient compte des sexospécificités contribue à éviter les coûts sociaux de l'inégalité, un dialogue prometteur a été engagé mais il reste encore beaucoup à faire pour les convaincre. Le défi qu'il faut relever désormais consiste à identifier le type de renforcement des capacités qui est nécessaire et les compétences qui doivent aller de pair avec la formation aux sexospécificités pour satisfaire les besoins de la région en matière de développement. Dès le premier cours, nous avons découvert que les bénéfices obtenus par les participants dépassaient largement ceux des institutions. Bien que cela ne soit pas une mauvaise chose en soi, l'enjeu consiste à avoir un impact plus substantiel à l'avenir sur les pratiques institutionnelles. Les participants ont dit qu'ils ne seraient plus jamais les mêmes après une vulgarisation aussi intensive et ils ont également révélé que le réveil de leurs compétences analytiques les avait fait prendre conscience des défis suivants:

- certains concepts rencontrés pour la première fois pendant leur formation n'étaient pas su-ffisamment compris pour pouvoir être appliqués.
- acquérir des compétences en matière d'analyse des distinctions fondées sur le sexe, en plus de leurs autres compétences professionelles, leur laissait moins de temps pour mettre en oeuvre les activités en matière de "genre" qui figuraient dans la définition de leur poste actuel.
- la résistance à incorporer la sexospécificité au niveau nstitutionnel est encore une lutte acharnée, l'absence de compétences pour exercer des pressions était un énorme handicap au moment de travailler aux changements institutionnels.

Dans une initiative plus récente, les spécialistes en sexospécificité de la région qui avaient formé le GEN ont été invités par l'African Women's Development and Communication Network (FEMNET) (Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication et l'Institut royal tropical (KIT) des Pays-Bas à mettre au point des stratégies pour travailler de concert

à l'avenir. Cet effort répond au scepticisme persistant et à une militance en faveur de l'égalité entre les sexes qui ne l'est qu'en paroles, qui ont été observés, à des degrés divers, dans plusieurs pays. Les tâches principales identifiées par ce groupe d'experts en renforcement des capacités qui permettraient de mettre en oeuvre des activités spécifiques sont les suivantes:

•renforcer les partenariats sud/sud et sud/nord par l'entremise du FEN, du FEMNET et du KIT.

•comprendre les dimensions du pouvoir dans une démarche soucieuse d'équité entre les sexes et en tenant compte du contexte africain.

A partir de ces deux initiatives et de beaucoup d'autres qui encouragent le partenariat sud/sud et sud/nord, le défi principal consiste à démontrer concrètement que ces initiatives de formation et de renforcement des capacités font vraiment une différence dans la vie des nombreux hommes et femmes pauvres des zones urbaines et rurales de la région. Si nous nous fondons sur l'évidence que la pauvreté est actuellement en pleine expansion, surtout dans les communautés rurales, il faut réexaminer les stratégies actuelles afin de renforcer la capacité d'intégrer le concept de "genre" aux différents niveaux des institutions et mettre au point des indicateurs permettant de vérifier si le contenu et les méthodes de formation aux sexospécificités sont efficaces ou non pour provoquer des transformations sociales.

Les options proposées pour les initiatives en cours - options qui devraient être développées complètement - semblent indiquer qu'il ne faut pas se limiter à la formation. Les trois principales options qui ont été examinées dans différents forums de la région sont les sui-vantes:

•Allier la formation aux sexospécificités à d'autres éléments clés du cadre conceptuel pour l'intgration de la dimension du pouvoir à la programmation en matière de "genre", et notamment des compétences dans le domaine de la sensibilisation.

•Mobiliser les pauvres et leur dispenser une formation directe, spécialement adaptée à leurs besoins spécifiques, portant sur les compétences pour la survie et pour le développement.

•Créer un mouvement de masse des femmes africaines afin d'exercer des pressions pour obtenir un appui politique. ■

Références:
FEMNET (1997) Gender Experts Workshop Report. FEMNET. P.O. Box 54562, Nairobi (Kenya).
Kabeer, N. (1994) *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought.* Verso, U.
Université de Makerere (1995) *Gender Training for Development Practice in Africa.* Département des études relatives aux femmes, Université de Makerere. P.O. Box 7062, Kampala (Uganda).

L'amélioration des compétences pour la promotion de l'égalité entre les sexes dans la coopération pour le développement:

l'exemple de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA)

par Carolyn Hannan-Andersson*

L'Agence suédoise pour le développement international vient d'achever tout récemment un Programme d'action pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les pays avec lesquels nous avons des relations de partenariat (en avril 1997). Ce Programme d'action accorde une attention de plus en plus grande au développement des compétences pour atteindre l'objectif qui consiste à promouvoir l'égalité entre les sexes. Un programme exhaustif d'amélioration des compétences doit être mis en place pour assurer la sensibilisation, l'engagement, les connaissances et le savoir-faire appropriés de tout le personnel et de tous les consultants qui travaillent dans les programmes de coopération pour le développement de l'Agence.

Une perspective plus ample de l'amélioration des compétences

Bien que la formation aux sexospécificités reste un instrument clé, l'attention accordée à l'amélioration des compétences dépasse la formation proprement dite. Il est important d'identifier et d'utiliser d'autres voies d'accès et d'autres instruments stratégiques pour le développement des capacités. Ceci inclut utiliser aussi bien les voies d'accès existantes que les réunions régulières du personnel ou créer de nouvelles voies d'accès en instituant des groupes de travail pour des questions clés, en organisant sur demande des réunions d'information à huit clos et en tenant une série de séminaires. Le théâtre est un instrument efficace qui est peu utilisé par les organes de coopération pour le développement pour l'amélioration des compétences, bien que nous ayons eu quelques expériences dans ce domaine dans les pays qui sont nos partenaires. Cibler plus largement le développement des compétences implique que l'on cible les profils de compétences qui ont été établis pour les différents secteurs et questions. Les compétences nécessaires pour promouvoir l'égalité entre les sexes doivent être considérées comme un domaine important de l'ensemble des compétences professionnelles. Les administrateurs de départements et de divisions ont la responsabilité de s'assurer que tout le personnel et tous les consultants possèdent ces compétences professionnelles. S'il y a des lacunes quelque part, il faut les corriger. Lors de nouveaux recrutements, à l'avenir, il faudra donner toute leur importance aux compétences en matière d'égalité entre les sexes, dans tous les domaines concernés par celle-ci.

Les partenariats exigent de nouvelles compétences

En particulier, l'extrême importance qu'accorde la

*Conseillère en politiques en faveur de l'égalité entre les sexes à l'Agence suédoise pour le développement international - SIDA

coopération suédoise pour le développement aux partenariats exige l'adoption d'une approche différente pour l'amélioration des compétences. Une implication importante de la stratégie de partenariat, c'est que les rôles et les responsabilités de l'Agence et de ses partenaires doivent être clairement établis. Compte tenu du fait que la propriété des politiques et des projets/programmes appartient aux partenaires, une nouvelle sorte de capacités et de savoir-faire est nécessaire au sein de l'Agence en matière d'égalité entre les sexes. L'Agence ne réalise pas les analyses, elle ne prépare pas les projets et elle n'élabore pas les plans ni les rapports annuels. Son personnel et ses consultants doivent améliorer leurs compétences pour:

- évaluer les politiques, projets, plans, rapports, etc. dans une démarche soucieuse d'équité entre les sexes;
- engager un dialogue constructif dans le cas où l'attention accordée à l'égalité entre les sexes ne serait pas adéquate;
- évaluer s'il est nécessaire d'améliorer les compétences pour la promotion de l'égalité entre les sexes au sein des institutions qui sont nos partenaires et trouver le moyen de leur fournir de l'assistance, le cas échéant;
- acquérir une connaissance adéquate de la situation nationale en matière d'égalité entre les sexes et créer des réseaux efficaces à l'échelon national. Le programme d'amélioration des compétences de l'Agence doit prendre en considération ces nouveaux besoins en matière de compétences.

Matériels sur mesure pour le développement des compétences

Les matériels pour le développement des compétences doivent être préparés spécialement afin de satisfaire les besoins ressentis par les différents goupes au sein de l'Agence. Les besoins des cadres supérieurs ne sont pas les mêmes que ceux des personnes qui travaillent au niveau des projets et des programmes. Les cadres supérieurs ont besoin de matériels axés principalement sur les politiques générales plutôt que sur des techniques spécifiques d'analyse. Il est peu vraisemblable que les cadres supérieurs puissent consacrer plusieurs jours au développement des compétences. C'est pour cette raison que nous avons mis au point une série de séminaires d'une demi-journée, sur une période d'un an, afin de satisfaire les besoins d'amélioration des compétences des cadres supérieurs. Le Réseau pour l'égalité entre les sexes, qui est formé des conseillers techniques pour l'égalité entre les sexes des départements et des divisions de l'Agence a besoin d'une autre sorte de perfectionnement de ses compétences. Outre une amélioration considérable des connaissances et des méthodes d'analyse, ils ont également besoin de données pour améliorer leur savoir-faire en tant que catalyseurs et conseillers.

La responsabilité de l'amélioration des compétences est décentralisée et incombe à l'Agence toute entière. Les cadres supérieurs des départements et des divisions doivent s'assurer que tout leur personnel et leurs consultants ont les compétences professionnelles voulues. Ces dernières années, un nombre croissant de départements et de divisions ont mis au point des matériels ciblés sur un secteur ou sur une question particulière pour les actions de formation et le développement des compétences. Afin d'aider les départements et les divisions à élaborer leur propres programmes d'amélioration des compétences pour l'égalité entre les sexes on est en train de constituer actuellement une base d'information sur les cours de formation aux sexospécificités et sur les animateurs spécialisés qui sont disponibles dans ce domaine.

Appui à l'amélioration des compétences dans les pays qui sont nos partenaires

A l'avenir, l'appui à l'amélioration des compétences dans les pays qui sont nos partenaires

sera un élément important du programme d'amélioration des compétences de l'Agence. Dans le cadre de la coopération bilatérale pour le développement de la Suède, nous avons toujours donné une réponse positive aux demandes d'assistance pour la formation aux sexospécificités des gouvernements et des institutions qui sont nos partenaires. Nous leur avons accordé notre appui pour des matériels de formation aux sexospécificités et pour la sensibilisation aux distinctions fondées sur le sexe à l'échelon régional et national. En ce qui concerne la formation aux sexospécificités, nous avons donné la priorité au renforcement des capacités locales au lieu de leur fournir des spécialistes étrangers. Au niveau régional, on peut citer, entre autres initiatives, l'appui pour la création d'un réseau en Afrique australe et l'assistance pour des cours de formation aux sexospécificités en Asie du Sud-Est dans le cadre des activités de suivi de la Conférence de Beijing. Au niveau national, nous avons appuyé les programmes de formation aux sexospécificités dans de nombreux pays qui sont nos partenaires, et notamment en Angola, en Inde, au Nicaragua, en Tanzanie, au Viet Nam et en Zambie. Ceci incluait des actions de formation à l'intention des juges, des fonctionnaires en général, du personnel de ministères spécifiques, etc. La démarche stratégique à plus longue échéance que nous ayons utilisée, l'a été en Namibie où les initiatives visaient à former des formateurs locaux et à renforcer les capacités pour les activités de suivi. Cependant, l'appui a été dans une grande mesure *ad hoc*, en fonction des demandes précises de nos partenaires. Il nous faut développer une démarche plus stratégique et plus dynamique. En plus de fournir un appui spécial pour la formation aux sexospécificités et du matériel pour la sensibilisation, il est important de cibler notre attention sur la promotion de l'égalité entre les sexes dans les matériels utilisés pour la formation des ressources humaines, dans tous les programmes, et notamment dans les programmes d'appui à l'administration publique et d'appui à la réforme de la fonction publique. Nous continuerons à prêter une attention toute particulière au renforcement des capacités de formation aux échelons national et régional.

La formation continue à être un outil capital

La formation aux sexospécificités continuera à être un outil important du programme d'amélioration des compétences de l'Agence en vue de l'égalité entre les sexes. Les possibilités d'utiliser la formation aux sexospécificités au sein de l'Agence sont bonnes, car la "culture de la formation" y existe déjà. Le personnel et les consultants de l'Agence doivent participer à des actions de formation portant sur beaucoup d'autres sujets, et en particulier, l'environnement et l'analyse du cadre logique. Tous ont une attitude positive envers la formation. Même les cadres supérieurs manifestent de l'empressement à participer aux séances de formation.

L'Agence a dispensé des actions de formation aux sexospécificités dans le cadre de la coopération bilatérale pour le développement depuis 1989 et les expériences ont été, pour la plupart, positives. Le programme de formation préliminaire de l'Agence a subi des changements considérables ces dernières années. Sa durée a été réduite - de trois jours à deux jours et demi. L'atelier préliminaire est complété par une séance de suivi d'une demi-journée, six mois environ après la formation. Le point de départ de la formation, c'est le Programme d'action de l'Agence. Etant donné que la partie théorique de la formation a été consiérablement diminuée, la formation est axée sur le travail pratique que réalisent à ce moment-là les participants. L'expérience concrète des participants est utilisée au maximum pendant la formation. La responsabilité des actions de formation propres à un secteur ou à une question incombe aux

départements et aux divisions. En 1996-1997, par exemple, le matériel de la formation spéciale a été élaboré par les départements et les divisions responsables du secteur de l'éducation, de l'appui à la fonction publique, de l'appui à l'Europe de l'Est et à l'Europe centrale, du personnel du centre de formation et du SAREC (appui à la recherche). Il faut souligner que l'égalité entre les sexes est une composante de toutes les actions de formation qui ont eu lieu à l'Agence - telles que celles sur le développement écologiquement durable, de formation à la direction et de formation à l'analyse du cadre logique.

Défis qu'il faudra relever à l'avenir en matière d'amélioration des compétences pour l'égalité entre les sexes

On peut identifier trois facteurs clés de l'amélioration des compétences en vue de l'égalité entre les sexes. Premièrement, accroître le nombre d'hommes qui participent à la mise au point des matériels pour le développement des capacités. Deuxièmement, trouver de nouvelles manières d'améliorer les compétences au niveau de l'ambassade et sur le terrain. Et troisièmement, mettre au point des méthodes et des instruments pour l'amélioration des compétences en matière de dialogue à propos des politiques. ■

Nouvelles
du monde

L'interdiction de la mutilation génitale

des fillettes est confirmée par le plus haut tribunal égyptien

Un arrêt de la Cour suprême administrative égyptienne a annulé la décision d'un tribunal inférieur qui défiait l'interdiction décrétée par le Ministère égyptien de la santé publique en 1996. Cette décision marque la culmination de plusieurs années de débats en Egypte entre les fonctionnaires du gouvernement et quelques conservateurs qui soutiennent que cette pratique, qu'ils appellent la "circoncision des femmes" ou clitoridectomie, est une affaire culturelle ou religieuse et non pas une question qui concerne le gouvernement ou les tribunaux.

La controverse a commencé lorsque l'Egypte a essayé d'empêcher la pratique dans les hôpitaux publics et elle s'est aggravée après que le Ministre de la santé, Ismaïl Sallam ait annoncé en juillet 1996 que la mutilation génitale serait interdite dans toute l'Egypte. Cette action faisait suite à une longue campagne menée par les organisations égyptiennes des droits de l'homme et les groupes de femmes.

En 1997, l'interdiction de M. Sallam était annulée par un tribunal inférieur dans le cadre d'un procès intenté par des partisans de la mutilation génitale qui argumentaient qu'il s'agissait d'une pratique culturelle ou religieuse. L'ordonnance du haut tribunal égyptien ne peut faire l'objet d'aucun appel. Les transgressions sont passibles de trois ans d'emprisonnement.

Extrait de: "Court backs Egypt's ban on mutilation" (La Cour appuie l'interdiction par l'Egypte de la mutilation) NewYork Times, 29 décembre 1997.

Les disparités entre les sexes dans l'éducation supérieure et la formation professionelle

dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

par María Borba*

*Sociologue, IRC - Centre international pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, La Haye, Pays-Bas

Introduction

Bien que la participation de la femme à la formation professionnelle et aux décisions dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement soit en train de combler son retard, cela se produit surtout au niveau local. Une représentation plus équilibrée de femmes conscientes des sexospécificités aux plus hauts niveaux hiérarchiques de la planification et de la décision dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement assurerait que les intérêts des femmes sont pris en considération aux plus hauts échelons. Cela aurait également une incidence favorable sur le renforcement de l'égalité entre les sexes, l'anéantissement des stéréotypes sexuels, la promotion de l'éducation et des offres d'emploi pour les femmes, sur l'utilisation maximale de l'intelligence et des connaissances des femmes ainsi que sur leur capacité à travailler à des postes plus scientifiques, plus techniques et plus directoriaux. L'augmentation du taux d'inscription des femmes dans l'enseignement supérieur et dans les cours de formation professionnelle contribuerait également à ce processus (Borba, 1997, document en préparation). Bien que les effectifs féminins à tous les niveaux de l'enseignement aient été multipliés par cinq depuis 1960 (PNUD, 1996), l'éducation et l'alphabétisation des femmes accusent encore du retard, l'éducation supérieure surtout. Même dans les pays en développement où le taux des femmes dans les universités est élevé - aux Caraïbes, en Amérique latine, en Asie occidentale et dans de nombreux pays développés (Goutier, 1995), la question est toujours la même: est-ce suffisant?

Cette monographie aide à mieux comprendre les taux d'hommes et de femmes dans l'éducation supérieure et dans la formation professionnelle.

Il y a déséquilibre entre les taux d'hommes et de femmes dans l'éducation supérieure

Les cursus de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle ont encore tendance à être sexistes, et en particulier les cursus scientifiques. Les livres scientifiques n'ont pas le moindre rapport avec la vie de tous les jours des femmes et des fillettes et ils omettent de rendre hommage aux savantes (Commission de la condition de la femme des Nations Unies, 1995). Qui plus est, les jeunes filles qui s'inscrivent dans un établissement d'enseignement supérieur dans des disciplines telles que les mathématiques et l'ingéniérie manquent généralement d'une éducation de base et d'une formation technique solides et elles sont en compétition

avec un groupe d'étudiants où les hommes sont en majorité et où il y a peu de femmes scientifiques ou ingénieurs à émuler. Leurs possibilités de succès et d'emplois sont très limitées et elles doivent lutter avec plus d'acharnement pour obtenir les mêmes résultats et pour que leurs mérites reçoivent la même considération. Même dans les pays où le taux d'inscription des femmes dans les universités est aussi élevé ou plus élevé que celui des hommes, beaucoup moins de femmes étudient les sciences ou l'ingéniérie. L'absence de femmes dans les professions les plus techniques peut avoir des conséquences négatives et en particulier dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (Rodda, 1994).

Au Brésil, où plus de 70 pour cent de la population est concentrée dans les zones urbaines et où on encourage énormément la participation des deux sexes à tous les niveaux et types d'éducation, le taux d'inscription des femmes dans certaines universités est plus élevé que celui des hommes. En 1992, 53 pour cent des étudiants universitaires ou des étudiants des établissements d'enseignement supérieur étaient des femmes (Souto-Maior, 1993). Pourtant, le plus souvent, les femmes choisissent des études et des carrières qui ne sont pas très va-lorisantes en termes de position, salaire et prise de décision, ni aux yeux de la société, ni à ceux des femmes elles-mêmes. A la Faculté de santé publique de l'Université de Sao Paulo, 738 femmes et 455 hommes ont suivi les cours de maîtrise et les programmes de doctorat de 1973 à 1995. Mais, il y avait moins de femmes en génie sanitaire, carrière où les salaires sont beaucoup plus élevés et qui jouit d'un prestige bien supérieur que, par exemple, en "nutrition", en "santé maternelle et infantile" ou en "épidémiologie" où les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes (Lavieri, 1997). Les femmes sont sous-représentées (12 pour cent environ) dans tous les départements d'ingéniérie de l'Université de Loughborough, ce qui corrobore le critère que l'ingéniérie est considérée comme le fief des hommes (Bell et Ince, 1993). Les fonctions techniques et directoriales ne sont pas mieux exécutées par un homme que par une femme; l'un comme l'autre peuvent s'acquitter de ces fonctions de manière adéquate. Comme les femmes sont moins nombreuses dans ces catégories, il faut que leur nombre s'accroisse pour lutter contre la discrimination sexuelle au sein des organisations et pour assurer une démarche plus soucieuse d'équité entre les sexes dans les programmes d'hygiène de l'environnement (Vance, 1993).

Les fonctions techniques et directoriales ne sont pas mieux exécutées par un homme que par une femme; l'un comme l'autre peuvent s'acquitter de ces fonctions de manière adéquate.

Le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et la formation professionnelle

En matière de formation professionnelle, il existe un patron similaire. Bien que beaucoup de choses aient été faites pour améliorer la participation des femmes aux cours de spécialité de tout genre, les stéréotypes sexuels persistent toujours. Aux cours de courte durée que dispense le Centre international pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, à La Haye (Pays-Bas), de même qu'à ceux que donnent à l'étranger les institutions qui sont nos partenaires, assistent moins de femmes que d'hommes.

Cependant, la proportion d'hommes est encore plus forte dans les cours où la gestion est le thème principal - par exemple, dans ceux de "Gestion pour la durabilité des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement" et d'"Activités de suivi pour garantir

l'efficacité", que dans les cours d'"Education sanitaire" ou de "Promotion de l'hygiène".

Afin d'améliorer l'équilibre entre les sexes, le Centre prévoit d'organiser, en 1998, un cours intitulé: "Gérer pour assurer la durabilité" à l'intention des femmes.

Cette situation débute en fin de compte dès l'éducation primaire

L'une des principales raisons de la faible scolarisation des fillettes est le fait qu'elles aident leurs mères à réaliser les travaux ménagers. Aller chercher de l'eau est le plus souvent une tâche qui prend beaucoup de temps et qui consomme beaucoup d'énergie et on a remarqué que c'était une des raisons majeures de la non fréquentation scolaire des fillettes. Doyle indique que "dans certaines parties de l'Afrique, il faut jusqu'à six heures pour faire un aller et retour jusqu'au point d'eau, et parfois, plus d'un aller et retour sont nécessaires, cela dépend des besoins de la famille ... les parents rechignent à laisser leurs filles passer un temps supplémentaire loin de la maison pour autre chose que des travaux ménagers qui prennent tellement de temps, et en particulier, la corvée d'eau et la collecte du bois de feu" (Doyle, 1995).

Les autres raisons du faible taux de scolarisation et de fréquentation scolaire des fillettes qui sont directement liées au secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont: les conditions d'hygiène inappropriées de l'école, voire l'absence totale de toilettes ou de latrines; le manque d'eau et le manque de privacité (Borba, 1997, document en préparation). Cela constitue une incitation négative, pour les fillettes, à fréquenter l'école et, pour les familles, à les y envoyer. Au Bangladesh, un grand nombre d'écoles n'ont pas de latrines du tout, bien que l'on sache l'importance de celles-ci, non seulement pour la préservation de la santé, mais aussi pour la fréquentation scolaire des fillettes (Boot, 1995).

Par ailleurs, les programmes, les matériels pédagogiques et le comportement des enseignants, en classe, sont sexistes. D'autres facteurs qui interviennent également sont les attentes de la communauté et les patrons culturels et sociaux de comportement qui poussent les fillettes à choisir, quand elles sont encore à l'école primaire, des disciplines qui débouchent (dans le cas où elles restent dans le système) sur des spécialités moins appréciées sur le marché du travail. Les garçons, au contraire, s'inscriront dans des disciplines qui jouissent d'une forte estime sur le marché du travail et qui sont par conséquent mieux rémunérées.

Tel est le modèle normal et les études réalisées au Kenya (Munyakho, 1994) et au Botswana où l'on prépare spécialement les garçons à occuper des postes de direction et d'influence, mieux payés et plus prestigieux, le prouvent.

Le marché du travail

En ce qui concerne les revenus du travail, les femmes y prennent une part beaucoup plus faible que les hommes en raison d'un degré d'éducation, d'une formation en cours d'emploi et d'une expérience moins poussés. Des attentes personnelles et des attentes sociales moins ambitieuses en ce qui concerne le succès professionnel des femmes aggravent encore la situation. Alors que les taux d'inscription des jeunes filles dans l'enseignement secondaire est identique ou même supérieur à celui des jeunes gens - comme c'est le cas au Honduras, au Lesotho, aux Pays-Bas, au Nicaragua, au Sri Lanka et dans quelques autres pays (PNUD, 1996; Fernando, c. 1985) - la part prise par les femmes dans la création de revenus est plus faible. Même les femmes qui ont le même degré d'éducation et d'expérience que les hommes ont tendance à pâtir de la discrimination en matière d'emploi (Banque Mondiale, 1995).

Ce que l'on fait actuellement et ce que l'on peut faire pour améliorer cette situation

Pour établir un équilibre entre les sexes en matière de participation et de décision, à tous les

échelons, dans le secteur de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, il faut que, hommes comme femmes, tous, aient droit à l'éducation, à tous les niveaux, et qu'ils puissent, les uns et les autres, choisir une carrière qui leur permette d'occuper des postes de direction. L'introduction de matériels didactiques non sexistes, y compris l'analyse des dispa-rités entre les sexes, ainsi que le recrutement de femmes professeurs auraient pour résultat une participation accrue des femmes dans ce secteur.

Voici quelques exemples de ce que l'on fait actuellement pour accroître la participation des femmes au sein du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. En Afrique, on peut citer comme exemple la répartition des postes dans le secteur de l'approvisionnement en eau et l'assainissement au Botswana. Dans ce pays, très peu de femmes suivent une formation technique et elles sont donc en retard par rapport aux hommes en matière de savoir-faire technique. Elles exercent essentiellement des travaux de secrétariat qui ne mènent pratiquement jamais à des postes plus élevés dans la hiérarchie, qui sont ceux où l'on peut exercer le pouvoir de de décision (Simpson-Hebert, 1993). Dans les projets d'installation de pompes à main et d'assainissement, les postes bien payés sont le plus souvent occupés par des hommes alors que les travaux bénévoles sont le plus souvent exécutés par les femmes (van Wijk, document en préparation). Conscient du manque d'équité qui prédomine dans ce secteur, le Ministre de l'éducation du Bostwana a lancé une initiative destinée à faire comprendre au public combien il est important que les hommes et les femmes travaillent comme techniciens et comme ingénieurs dans ce secteur et il a élaboré l'ouvrage Work with water: a guide to careers with water, waste water and environmental protection (Travaillez dans le secteur de l'eau - Guide des carrières de l'eau, des eaux usées et de la protection de l'environnement) (Ministère de l'éducation du Botswana, 1994). Ce fascicule présente le secteur de l'eau, des eaux usées et de la protection de l'environnement aux étudiants du secondaire qui sont sur le point de choisir leur carrière. Il leur montre l'importance de travailler dans le secteur de l'eau, l'importance que ce secteur revêt pour le développement et comment commencer à y travailler. Il présente également des exemples positifs de femmes qui ont suivi cette filière afin de stimuler la participation féminine et il anime les jeunes filles à choisir des matières scientifiques à l'école. Il encourage les étudiantes à faire carrière dans le secteur de l'eau en leur présentant la carrière profes-sionnelle de deux femmes ingénieurs et d'une technicienne qui travaillent dans ce secteur. D'autres tentatives visant à améliorer la participation des femmes dans l'éducation supérieure et dans les disciplines où ne s'inscrivaient auparavant que des hommes, telles que l'ingéniérie et l'informatique, ont pris la forme de politiques gouvernementales.

Un exemple de ce dernier cas provient d'Oman, où la présence des femmes dans toutes les professions à prédominance masculine, que ce soit comme agents de police ou comme ingénieurs, s'accroît progressivement. La participation des jeunes filles et des femmes au système éducatif est stimulée par le fait que les écoles et les universités sont gratuites à Oman (Nobis, 1996). Aux Philippines, l'Asian Institute of Technology (AIT) (Institut asiatique de technologie) essaie d'encourager les femmes à jouer un rôle plus important dans le développement des technologies en leur donnant la possibilité de suivre des études supérieures dans les disciplines techniques. Une recherche portant sur les éléments qui contribuent à la discrimination sexuelle est actuellement réalisée par le Centre d'études sur l'identité sexuelle et le développement de cet Institut et on fait prendre conscience aux étudiants, au moyen de programmes de conscientisation, de l'importance de respecter les contributions intellectuelles des femmes (AIT REVIEW, vol. 36, 1997).

Références

•AIT REVIEW (1997). 'Putting women in the mainstream of development' (Intégrer les femmes au développement) in AIT REVIEW, vol. 36, n° 1, janvier 1997, Bangkok (Thaïlande), Asian Institute of Technology (AIT).

•Banque Mondiale. (1995). *World Development Report 1995: Workers in an Integrating World* (Rapport sur le développement mondial, 1995: Les travailleurs dans un monde en pleine intégration). Oxford (R.-U.), Presses de l'Université d'Oxford.

•Bell, M et Ince, M. (1993). *Women professional in water and sanitation development - The WEDC experience* (Les femmes ayant un diplôme universitaire dans l'exploitation de l'eau et le développement de l'assainissement - L'expérience du WEDC). Monographie présentée à l'Atelier sur l'identité sexuelle et la gestion des ressources en eau. Leçons apprises et stratégies pour l'avenir. Stockholm, 1-3 décembre 1993.

• Borba, Maria-Lucia (1997). *Gender in education and training for water supply and sanitation: a literature review* (L'identité sexuelle dans l'enseignement et la formation en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement: examen des ouvrages existants). La Haye (Pays-Bas), Centre international pour l'eau et l'assainissement de l'IRC.

•Boot, M. (1995). *Hygiene Education in Bangladesh* (Education sanitaire au Bangladesh), New York, N.Y. (Etats-Unis), UNICEF.

•Commission de la condition de la femme des Nations Unies (1995). Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, point 9 de l'ordre du jour: Programme d'action: rapport de la principale réunion. Beijing (Chine), 4-15 septembre.

•Doyle, B.A. (1995). *Increasing education and other opportunities for girls and women with water, sanitation and hygiene* (Plus de connaissances et de possibilités d'emplois pour les jeunes filles et les femmes dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène). New York (Etats-Unis), UNICEF. (Monographie basée sur des questions soulevées par l'auteur au cours de la Réunion de l'UNICEF: "Education pour tous", tenue en septembre 1994, à New York.

•Fernando, V. (c.1985). *Women and water: a household study of Kitulaw* (Les femmes et l'eau: une étude sur les foyers à Kitulaw). Colombo (Sri-Lanka). Service de la décennie de l'approvisionnement en eau et l'assainissement des ONG (Série Etudes de cas, n° 1).

•Goutier, H. (1995). 'The scales of justice are out of balance' (Les plateaux de la justice ne sont pas en équilibre). In: *Le Courrier*, n° 154 - novembre-décembre 1995, pages 54-57.

•Lavieri, C. (1997). Distribuçao dos alunos do cursos de pós graduaçao FSP/USP según do área de concentraçao, nível do curso e sexo. 1973 a 1995. (Répartition des étudiants de troisième cycle de la FSP/USP, selon la discipline, le cours et le sexe, 1973 à 1995). Sao Paulo (Brésil), Faculté de la santé publique, Université de Sao Paulo. (document non publié).

• Ministère de l'éducation du Botswana (1994). *Work with water: a guide to careers with water, waste water and environmental protection* (Travaillez dans le secteur de l'eau - Guide des carrières de l'eau, des eaux usées et de la protection de l'environnement). Gaborone (Botswana), Division de l'orientation et du conseil du Ministère de l'éducation.

• Munyakho, D. (1994). 'Girls' education in Kenya: status, obstacles and challenges' (L'éducation des fillettes au Kenya: situation actuelle, obstacles et défis). In *VENA Journal*. Numéro spécial sur les fillettes. Vol. 6 n° 2.

•Nobis, E. (1996), 'De carrierevrouwen van de sultan'. In: *VB Magazine, Dossier Internet*, 11e année, n° 12.

• PNUD (1996). *Human Development Report 1996* (Rapport sur le développement humain, 1996). Oxford (R.-U.), Presses de l'Université d'Oxford.

• Rodda, A. (1991). Women and the Environment (La femme et l'environnement). Londres (R.-U.), Zed Books Ltd.

• Simpson-Hebert, M. (1993). *Gender and Management Issues in the Water Sector. Women and Management - the Case of Botswana* (Les questions relatives à l'identité sexuelle et au management dans le secteur de l'eau. La femme et le management - l'exemple du Botswana). Monographie présentée à l'Atelier sur l'identité sexuelle et la gestion des ressources en eau. Leçons apprises et stragégies pour l'avenir, Stockholm, 1-3 décembre 1993.

• Souto-Maior, J. (1993). 'Brazilian Women: their thinking, struggles and strategies for environmentally sound and sustainable development' (Les femmes brésiliennes: leur philosophie, leurs luttes et leurs stratégies en vue d'un développement écologiquement rationnel et durable). In: *Proceedings of the Interregional Workshop on the role of women in environmentally sound and sustainable development. Volume I* (Actes de l'Atelier international sur le rôle de la femme en matière de développement écologiquement rationnel et durable. Volume I), qui s'est tenu à Beijing (Chine) en septembre 1992. Commission d'Etat pour la science et la technologie de la République populaire de la Chine, Fédération des femmes de la Chine, Département du développement économique et social des Nations Unies et Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme, Saint-Domingue (République Dominicaine), INSTRAW, pages 225-234.

• Vance, I. (1993). 'Women in human settlements development" (Le rôle des femmes dans le développement des établissements humains). In: *Nouvelles d'Habitat*, vol. 15, pages 32-33.

• Van Wijk, Christine (1997). *Gender in water resources management, water supply and sanitation: roles and realities revisited* (L'identité sexuelle dans la gestion des ressources hydriques, l'approvisionnement en eau et l'assainissement: remise en question des rôles et des réalités). La Haye (Pays-Bas, Centre international de l'approvisionnement en eau et l'assainissement de l'IRC.

Amélioration des compétences professionnelles

pour faire face aux différences fondées sur le sexe à l'Ente per le Nuove Tecnologie, l'energia e l'ambiente (ENEA)

par Anna De Carli
et Elena Carra*

L'ENEA, l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et l'envronement, est une institution publique sans but lucratif, qui se consacre à la recherche scientifique et au développement des technologies dans le domaine des nouvelles technologies, de l'énergie et de l'environnement.

La moitié environ des 3.800 employés de l'ENEA (dont 25% sont des femmes) sont des chercheurs (et 15% de ces derniers sont des femmes). En dépit de ces chiffres, sur les 43 personnes qui occupent des postes de direction, il n'y a que deux femmes. Parmi les cadres supérieurs et moyens, soit environ 100 cadres supérieurs, il n'y a qu'une femme. On a également observé que les femmes atteignent l'échelon le plus élevé de leur carrière (en dessous du "plafond de verre"), en moyenne, trois ans plus tard que les hommes.

La Commission pour l'égalité des chances de l'ENEA a mené plusieurs recherches afin de comprendre les raisons de cette discrimination et de recommander des solutions au problème. L'une des principales études vient de s'ache-ver; elle avait pour but de contribuer à enrichir et à approfondir les compétences professionnelles existant à l'ENEA, en tenant compte de l'influence du sexe sur la carrière professionnelle. Le travail de recherche était conçu spécifiquement pour atteindre deux buts généraux:

1) identifier les capacités et les rôles qui sont en train de surgir en analysant certains processus fondamentaux; et

2) voir comment les différences entre les sexes influent sur la culture et sur le comportement dans le monde du travail. Les résultats de cette étude montrent que de nombreux rôles doivent être restructurés, être mieux adaptés au monde extérieur, ouverts au dialogue, et inclure une composante importante d'esprit d'entreprise et des compétences en comptabilité et en marketing. Mais ces changements ne peuvent avoir lieu sans que des changements similaires ne se produisent au sein des systèmes d'organisation et de direction, changements qui garantiraient une plus grande souplesse et combleraient partiellement la brèche qui existe entre la structure officielle et l'organisation de fait. D'autre part, les systèmes de direction doivent être révisés afin de les doter de souplesse et de permettre leur intégration.

En d'autres termes, nous nous sommes rendues compte que pour habiliter la femme il fallait d'abord un système innovateur de gestion des ressources humaines au

*Physicienne diplômée de l'Université de Rome, elle travaille à l'ENEA dans le domaine de la physique des réacteurs, et elle est responsable du programme de "Formation dans les pays en développement". Elena Carra est sociologue, diplômée de l'Université de Rome, elle travaille à l'ENEA dans le domaine de la gestion des ressources humaines et des besoins de formation, elle est vice-présidente de la Commission pour l'égalité des chances de l'ENEA

sein des organisations, surtout dans les institutions publiques. Les principaux aspects qui doivent faire l'objet d'une amélioration sont les suivants:

•la communication, considérée comme un élément fondamental de l'organisation;

•une direction diffuse, c'est-à-dire la capacité de déclencher différentes énergies et de les canaliser vers les objectifs de l'institution;

•l'habilitation, envisagée comme la déclaration catégorique que le travail des femmes est irréductiblement différent et que, par conséquent, il faut que des changements interviennent dans l'organisation du travail; et

•la participation, envisagée comme la présence des femmes dans le processus décisionnel. Afin d'équilibrer le nombre d'hommes et de femmes à tous les niveaux, y compris parmi les cadres supérieurs, nous avons mis au point un projet de gestion pilote qui sera testé sur un échantillon de 250 employés environ. Notre objectif est de fournir des systèmes souples de gestion du personnel; de développer la capacité de travailler en équipe; de redéfinir les rôles en s'assurant qu'ils sont compatibles avec les objectifs stratégiques de l'ENEA; et enfin, d'établir des plans de carrière clairs dans différents domaines professionnels. A la fin de cette expérience, un système préliminaire d'éducation permanente sera mis en place dans le but de restructurer les modèles de base du fonctionnement administratif. La complexité des processus en jeu requiert une forte participation des décideurs et un suivi permanent du projet afin d'en garantir le succès.

Nous espérons commencer l'expérience le plus tôt possible. En effet, la proposition a été fort appréciée du Ministre pour l'égalité des chances qui a considéré qu'elle pourrait être mise en oeuvre dans d'autres secteurs de l'administration publique italienne. ■

nouvelles de l'INSTRAW

L'INSTRAW est heureuse de recevoir, tous les articles de journaux ayant trait à des questions qui représentent des progrès en matière de promotion de la femme.

Il se réserve néanmoins le droit de choisir les articles qu'il publiera.

La formation des femmes occupe une place de choix

dans le programme de bourses de perfectionnement du Secrétariat des Nations Unies

par Jacky Rafifera*

L'ONU et ses organisations ont contribué et contribuent encore de façon substantielle à accélérer la formation des ressources humaines des pays en développement. Le Secrétariat des Nations Unies, à lui seul, a octroyé plus de 105.000 bourses depuis sa création. Malgré une diminution du montant de l'aide distribuée par le biais du Secrétariat des Nations Unies, plus de 5.000 bourses de perfectionnement ont été attribuées au cours de ces trois dernières années. Les femmes qui bénéficient de ces bourses de perfectionnement/de stage représentent un pourcentage qui oscile de 20 à 30 pour cent et on remarque que le taux de femmes parmi les candidatures proposées tend nettement à augmenter. Il faut rappeler que les candidatures sont présentées par les gouvernements nationaux. Un examen des tendances montre que de plus en plus de femmes sont actuellement formées dans des domaines techniques, tels que l'énergie, la géologie, les mines, les ressources en eau, au lieu de l'être dans les domaines plus traditionnels, tels que l'assistance sociale, le service social et l'économie familiale.

Le Secrétariat des Nations Unies était également chargé, jusqu'à une époque récente, du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe qui, depuis sa création, a octroyé plus de 10.000 bourses de perfectionnement et de stage, dont plus de la moitié a été attribuée à des femmes. Il faut rappeler que ce Programme a formé des individus qui ont ensuite occupé des postes de dirigeants, tels que Premier ministre, Ministre des relations extérieures ou d'autres charges ministérielles au sein du conseil des ministres dans plusieurs de ces pays, après leur indépendance. Dans le cas de la Namibie et de l'Afrique du Sud, plusieurs charges de ministres nationaux et plusieurs postes de Premier ministre provincial sont actuellement exercés par des personnes qui ont bénéficié de ce programme.

Ces dernières années, le principal programme de bourses administré par le Secrétariat des Nations Unies a subi une diminution progressive de ses fonds, et nous cherchons actuellement de nouvelles manières de dispenser de la formation aux ressortissants des pays en développement; l'avenir du programme est incertain dans le contexte de la réforme des secteurs économique et social actuellement en cours.

Depuis sa création, le programme de bourses a joué un rôle crucial dans la formation des ressources humaines et en tant qu'instrument pour le transfert de

*Chef de la Section des bourses de perfectionnement, Département des services d'appui et d'administration du développement des Nations Unies

technologie des pays développés vers les pays en développement. Des bourses ont été attribuées aux ressortissants des pays en développement afin de permettre aux bénéficiaires d'enrichir leurs connaissances et leurs savoir-faire professionnels dans des établissements de formation situés dans les pays développés ou dans d'autres pays en développement. Il a également attribué des bourses à des fonctionnaires de pays en développement afin de leur permettre d'assister à des séminaires, à des actions de formation collective ou à des ateliers, ce qui a contribué à la mise à jour et à l'approfondissement de leurs connaissances et de leurs savoir-faire et à enrichir leur expérience grâce à des visites d'installations industrielles. De temps en temps, on a demandé au programme de bourses de concevoir et d'organiser des programmes spéciaux. Ainsi, lorsque le Tchad a souffert d'une pénurie si aiguë de ressources humaines qualifiées que cela s'est converti en une situation d'urgence, nous avons octroyé, dans le cadre d'un programme spécial, un nombre substantiel de bourses à des ressortissants tchadiens, dans différentes disciplines, afin de former les ressources humaines dont le Tchad avait besoin pour assurer la maintenance de son infrastructure et le bon fonctionnement de son système socio-économique. La contribution du programme de bourses, en ce qui concerne les femmes, doit être considérée comme l'un des éléments d'une stratégie plus vaste dont les grandes lignes ont été tracées par le Secrétaire général: "pour obéir aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, les travaux relatifs aux projets qui dépendent du Département de coopération technique pour le développement visaient à permettre aux femmes d'avoir accès à des actions de formation technique, à obtenir de l'expérience sur leur lieu de travail et de nouveaux emplois. Dans le cadre de ces efforts, les femmes jouent désormais un rôle plus actif dans la prise de décision et leur participation à un plus grand nombre de projets de développement s'est consiérablement accrue. Certains projets ont servi à formuler des politiques et à concevoir de nouveaux projets pour améliorer la condition de la femme. Des projets de toute nature sont actuellement soumis à un examen afin d'évaluer leur impact sur la vie des femmes ainsi que leur capacité d'améliorer à l'avenir la situation de la femme.

...le programme de bourses a joué un rôle crucial dans la formation des ressources humaines et en tant qu'instrument pour le transfert de technologie des pays développés vers les pays en développement.

En plus des projets conçus spécifiquement pour aider les femmes, le Département a fait des efforts afin de mettre au point des volets supplémentaires au sein des projets existants qui garantiraient la participation la plus complète des femmes. Lorsque les fonds attribués par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) étaient insuffisants pour ces activités, nous avons utilisé des fonds alloués par le Programme ordinaire de coopération technique des Nations Unies pour appuyer des éléments "gigognes" pour satisfaire ces besoins. Dans les domaines où les femmes sont en retard, tels que l'acquisition de savoir-faire techniques, des projets pilotes et de démonstration financés par le Département de coopération technique pour le développement

ont également bénéficié d'un financement au titre du Programme ordinaire" (DP/199/41, paragraphes 62 et 63). En conséquence de quoi, le Département des services d'appui et d'adminstration du développement a suivi une stratégie identique. En conformité avec l'Assemblée générale des Nations Unies (Résolution 44/221 du 22 décembre 1989) et avec le Conseil d'administration du PNUD (et notamment, ses décisions 90/21 et 90/26 du 22 juin 1990 et 90/37 du 20 juin 1990), le Département des services d'appui et de gestion pour le développement a dispensé de la formation aux gouvernements afin de les aider à se doter des capacités nationales nécessaires pour la mise en oeuvre des projets et à remplir les conditions en matière de direction, de suivi et de rédaction des rapports qu'exigent les bailleurs de fonds multilatéraux.Un autre élément de la stratégie était l'attention particulière accordée à la démarche consistant à "former des formateurs" et à ses effets multiplicateurs.L'évaluation, réalisée périodiquement dans le cadre du programme de bourses, montre que d'anciens boursiers ont été capables de faire des contributicns remarquables dans leur domaine de compétence dans leur pays d'origine, et que beaucoup d'entre eux occupent des postes de dirigeants. Compte tenu du fait que le nombre de femmes qui participent actuellement à ces programmes augmente, il en sera de même pour les femmes, et ainsi que l'ont fait avant elles les hommes qui ont bénéficié de ces bourses, elles assumeront d'importantes responsabilités en tant que dirigeantes. De même que la formation est un élément crucial de toute stratégie de développement, la formation est également la clé d'un avenir différent pour la femme, un avenir où elle participera pleinement, non seulement en tant que membre de la population active, mais en tant que décideur, et à un poste de direction. ■

Nouvelles ***du monde***

Mesures pour lutter contre ***la violence*** *familiale en Espagne*

Le gouvernement espagnol vient d'annoncer une série de mesures pour lutter contre les milliers de cas de violence familiale qui se produisent chaque année. Le plan a été présenté par le Ministre de l'emploi et des affaires sociales, Javier Arenas, qui a déclaré que les principales initiatives consistent à accroître la responsabilité de la police dans les affaires de femmes battues, à ouvrir des centres pour les femmes victimes de voies de fait et pour leurs enfants et à réaliser une campagne de sensibilisation au sujet de la violence familiale. Les officiers de police et de la garde civile recevront une formation afin de savoir faire face à une affaire de vilence familiale et tous les commissariats de police urbains seront dotés d'un service d'aide aux femmes. En outre, le gouvernement accordera des subventions aux organisations qui aident les femmes et il mettra en place des programmes de formation professionnelle à l'intention des victimes, car on s'est rendu compte que leurs problèmes proviennent, en grande partie, de leur dépendance économique et de leur manque d'autonomie. Au mois de mars, le gouvernement présentera un projet de loi qui augmente les peines contre les maris violents, rend les mandats d'arrêt plus faciles à obtenir et accélère les procédures judiciaires devant les tribunaux.

Extrait de: "Spain moves to fight domestic violence" (L'Espagne propose de combattre la violence familiale) The Miami Herald Edition internationale du 17 janvier 1998.

L'INSTRAW considère ces mesures comme des contributions importantes à la promotion de la femme. L'Institut félicite chaleureusement ce gouvernement d'avoir adopté des mesures progressistes et qui tiennent compte des sexospécificités.

La formation et le renforcement des capacités pour l'habilitation de la femme

par Daniela Bertino*

La formation est un outil remarquable pour la croissance intellectuelle et professionnelle des individus, car elle accélère leur développement social et économique. Non seulement la formation signifie l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences, mais elle augmente également la sensibilité humaine et professionnelle et elle facilite les changements de comportement. Les avantages et l'efficacité de la formation sont évidents lorsqu'on aborde des questions telles que l'identité sexuelle, l'égalité des chances, la promotion de la femme; des questions pour lesquelles, avant d'entreprendre des actions concrètes, il faut une prise de conscience.

Toutes ces raisons ont décidé le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT), à Turin, à entreprendre, pendant ces 17 dernières années, des centaines d'actions de formation ayant pour but d'améliorer la condition socio-économique des femmes. La plupart de ces activités étaient destinées aux membres de l'OIT (gouvernements, syndicats et associations du patronat) afin de favoriser le dialogue social et les initiatives conjointes pour l'amélioration des conditions de travail des femmes.

La promotion des droits de la femme et de la fillette dans le cadre des droits de l'homme, axée plus particulièrement sur les normes internationales en matière de travail, est devenue l'une des priorités du Centre de Turin. Un dossier d'information sur "Les droits des travailleuses" a été élaboré en collaboration avec l'OIT et diffusé dans le monde entier grâce aux différents programmes de formation. De concert avec les représentants des Ministères du travail, les fonctionnaires des institutions nationales chargées de la promotion de la femme ont participé à cette formation afin de renforcer leur rôle au sein du processus décisionnel de leurs pays respectifs. Outre l'information relative aux conventions et aux recommandations, ces cours fournissent des outils pour l'élaboration de stratégies destinées à donner effet aux normes de l'OIT.

Cependant, la condition juridique de la femme ne peut être "durable" que si elle est étayée par une meilleure situation socio-économique. En raison de la pénurie d'emplois rémunérés, renforcer la condition économique de la femme signifie, le plus souvent, appuyer la formation de celle-ci afin de lui permettre de devenir chef d'entreprise ou

*Experte en formation et chercheuse du Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Turin, Italie

travailleuse indépendante. La stratégie adoptée par le Centre de Turin était d'intervenir par des actions de formation ayant trait aux politiques et aux stratégies afin que la formation qui permet aux femmes de devenir chefs d'entreprise soit prise en ligne de compte lors de la formulation des politiques et de susciter un effet multiplicateur au moyen de cours de formation d'animateurs qui encourageraient la création de petites entreprises, au niveau de la direction.

Activités de formation

Toutes ces années, le Centre de Turin a collaboré avec de nombreuses organisations des Nations Unies et ONG à l'élaboration de cours de formation modulaires multimédias. Ses connaissances spécialisées en matière de méthodologie et de pédagogie ont complété efficacement les compétences de ses partenaires dans les domaines techniques. Au nombre des "produits" qui ont été créés grâce à cette coopération, méritent d'être cités les modules de formation suivants: "La femme et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables", "La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement", "La femme, la gestion de l'environnement et le développement durable" (en collaboration avec l'INSTRAW), "La campagne pour l'élimination de la mutilation sexuelle de la femme" (avec l'Association italienne pour la participation de la femme au développement, AIDoS), "L'analyse socio-économique par sexe" (avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), "Les droits des travailleuses" (avec l'OIT).

D'autre part, la nouvelle tâche qui a été récemment confiée au Centre par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, et qui consiste à assurer la gestion de l'Ecole des cadres des Nations Unies[1], donne au Centre une nouvelle occasion de contribuer efficacement à la promotion de la femme. Le Centre de Turin a également collaboré à la préparation et au suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en organisant deux séminaires quadripartites[2] sur la femme et le travail et en accueillant deux réunions d'experts internationaux sur l'éducation, la formation profesionnelle et l'apprentissage permanent, organisées par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes n'est qu'un point de départ; la mise en oeuvre de ses recommandations est le défi que doivent relever désormais les gouvernements et la communauté internationale. Malgré ses possibilités limitées, à travers la formation et la diffusion, le Centre de Turin fera de son mieux pour contribuer à ce processus. ■

---

[1] Le Projet de l'Ecole des cadres des Nations Unies a pour but de favoriser, grâce à des actions de formation, la mise en oeuvre de la réforme du Système.

[2] Ces activités sont dites "quadripartites" parce qu'elles comportent des représentants des Ministères du travail, des syndicats, des organisations du patronat ainsi que des institutions nationales chargées de la condition féminine.

Interlocuteur de l'INSTRAW au

Canada

Institute for the Study of Women
(Institut d'études de la femme)
Université du Mont Saint-Vincent
Halifax (Nouvelle-Ecosse)

Sur les 12 domaines d'intérêt spécial, identifiés par le Programme d'action de Beijing, l'Institut d'études de la femme s'occupe des activités relatives à la formation et au renforcement des capacités qui tiennent compte des sexospécificités dans deux domaines: les droits de l'homme et la prise de décision et la capacité de diriger.

Formation aux droits de l'homme et aux sexospécificités

L'Institut participe à un projet de formation ayant pour but de lutter contre l'industrie florissante du sexe en Asie, et particulièrement aux Philippines. Le projet renforcera la société civile à Angeles City, aux Philippines (en accordant une attention toute particulière aux femmes) en augmentant notamment la capacité de la ville à s'occuper plus efficacement et plus stratégiquement de ses citoyens les plus marginalisés, à savoir les jeunes femmes qui travaillent dans l'industrie du sexe. Le projet sera ciblé sur la formation profesionnelle des ressources humaines et la sensibilisation aux sexospécificités, et abordera la prostitution à quatre niveaux: le secteur judiciaire, la police, la communauté et les travailleuses de l'industrie du sexe proprement dites. Le projet dotera les travailleuses de l'industrie du sexe d'outils et elle leur dispensera de la formation afin de les aider à lutter contre l'exploitation qu'elles subissent; il dotera la communauté de l'agglomération d'Angeles City d'outils et lui dispensera de la formation afin de l'aider à comprendre la situation désespérée qu'affrontent celles qui travaillent dans l'industrie du sexe et à y compatir; et il dotera les juges et la police d'outils et il leur dispensera de la formation afin de les aider à être plus sensibles et plus conscients de la nécessité de créer un système judiciaire criminel qui ne punisse pas indûment les travailleuses de l'industrie du sexe. Ce programme pilote polyvalent, axé sur la formation professionnelle, à Angeles City, est conçu pour favoriser l'apparition d'initiatives similaires dans d'autres régions des Philippines et d'Asie et leur servir de modèle. Le volet éducatif du projet, qui touche depuis les juges jusqu'aux travailleuses de l'industrie du sexe, aura une incidence sur la manière dont est perçue la prostitution et dont elle est abordée. Il est important de souligner que tous les partenaires philippins et canadiens entretiennent des relations internationales, ce qui fournit les bases institutionnelles pour que des initiatives similaires à celle d'Angeles City soient mises au point et dupliquées dans d'autres parties de l'Asie.

Intensification de la participation de la femme à la prise de décision et aux postes de direction

L'Institut participe à un projet pilote dont le but est de conseiller les femmes qui veulent se lancer dans la politique. En 1996, la Commission libérale des femmes de la Nouvelle-Ecosse a mis en place le "Programme pilote de parrainage pour les femmes", en collaboration avec des universités locales afin d'encourager les femmes jeunes à développer leurs connaissances et leur intérêt en matière de politique en les plaçant en tant qu'apprenties auprès de politiciennes chevronnées. Le programme a pour but de donner la possibilité aux femmes qui s'intéressent véritablement à la politique et qui sont douées pour cela d'apprendre ou de travailler

avec des membres expérimentés du Parti libéral de la Nouvelle-Ecosse. Les candidates travaillent aux côtés d'un membre de l'Assemblée législative pendant trois mois, apprenant ainsi le travail journalier d'un politicien et en même temps, si elles le désirent, elle obtiennent une unité de valeur universitaire. Le programme a remporté un tel succès que deux autres grands partis, le Parti des conservateurs progressistes et le Nouveau parti démocrate ont entrepris, eux aussi, un programme similaire. Tous les partis disposent désormais de fonds spéciaux pour la candidature des femmes et tous ont prévu des "écoles pour les candidates" à l'intention des femmes qui se présentent aux élections. Bien qu'il y ait encore beaucoup à faire, l'avenir semble favorable à ce que, en Nouvelle-Ecosse, les femmes se lancent dans la politique et dans la prise de décision.

Pour toute information supplémentaire, adressez-vous à:
Institute for the Study of Women
Dr. Sheila Brown, Présidente
Mount St. Vincent University
166 Bedford Highway
Halifax, Nouvelle-Ecosse (Canada)
T: (902) 4577-6115
Télécopie: (902) 457-0096

Interlocuteur de l'INSTRAW au

République dominicaine

Dirección General de Promoción de la Mujer (DGPM) (Direction générale de promotion de la femme)

Une loi qui a été votée récemment (la loi n° 24/97 de janvier 1997) modifie le Code pénal de la République dominicaine: elle augmente les peines en cas d'agression sexuelle et criminalise des délits qui n'étaient pas prévus auparavant, tels que la violence familiale, le harcèlement sexuel et l'inceste. Cette loi constitue désormais le cadre légal approprié pour combattre un pro-blème qui provoque des centaines de décès chaque année. En République dominicaine, la violence arrive à la sixième place comme cause de décès pour les femmes et elle a le plus souvent le foyer pour cadre, puisque, selon les statistiques fournies par la Police nationale, dans 40 pour cent des cas c'est le partenaire ou l'ex-partenaire de la victime le responsable de l'agression.

Face à une telle situation et afin de mieux faire connaître au public en général la nouvelle loi, la DGPM - Direction générale pour la promotion de la femme - a publié une brochure populaire qui sera uti-lisée comme matériel d'appui lors de conférences et d'ateliers ou qui sera distribuée simplement pour information. La DGPM a également conclu des accords de coopération technique avec la Police nationale et avec le ministère public. Grâce à ces accords, les personnes chargées de recevoir les plaintes et de donner suite aux affaires de violence envers les femmes recevront une formation technique.

Cette formation portera non seulement sur les aspects techniques de la nouvelle loi mais aussi sur des aspects psychologiques et socio-culturels afin de susciter un changement d'attitude chez ceux qui s'occupent des victimes. De plus, des Départements de protection de la femme qui donneront des conseils légaux et psychologiques aux femmes victimes de la violence sont actuellement en cours de création au sein des commissariats de police. Les affaires qui ont été dénoncées sont inscrites sur un registre dans le but de compiler des statistiques fiables qui serviront de base à de futures recherches dans ce domaine. A travers toutes ces initiatives, le message essentiel que la violence envers la femme n'est plus une affaire privée commence à atteindre les autorités et le public en général, puisque la violence envers la femme commence à être considérée comme une question de santé publique.

Pour toute information supplémentaire, adressez-vous à: Dirección General de Promoción de la Mujer (DGPM)
Gladys Gutiérrez, Directrice, Ave. Mexico esq. 30 de Marzo, Oficinas Gubernamentales, Edif. D, Saint-Domingue (République dominicaine), T: (809)685-3755, Télécopie: (809) 686-0911

Interlocuteur de l'INSTRAW au

Panama

Instituto de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer en Panamá (ICAPROMUPA) (Institut de recherche et de formation pour la promotion de la femme au Panama)

L'Institut a participé à plusieurs activités relatives au renforcement des capacités et à la formation, et notamment à celles qui sont décrites ci-après:

•Une manifestation d'une journée sur "L'identité sexuelle et la politique gouvernementale", à laquelle a assisté un groupe de 60 femmes représentant des ONG, y compris l'ICAPROMUPA, qui, toutes, étaient membres de la Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo Integral de la Mujer (CODIM) [Coordinatrice des organisations pour le développement intégral de la femme].

Cette manifestation avait pour but d'examiner les concepts et les politiques du développement dans le domaine de l'environnement, de l'éducation, de l'emploi et de la santé.

•Une conférence consacrée aux démarches tenant compte des sexo-spécificités à l'intention de cinq nouvelles bénévoles d'ICAPROMUPA, ciblée sur le sexisme, la nouvelle terminologie et l'histoire du féminisme au Panama.

•Six membres d'ICAPROMUPA ont participé, aux côtés d'autres membres de la CODIM, à une réunion de "Planification stratégique pour 1997-1999", qui avait pour but le développement organisationnel et la représentativité des ONG, qui garantissent leur durabilité.

•Dans le cadre du projet "Formation aux sexospécificités" en vue de la mise en oeuvre du Plan national en faveur de la femme et du développement qui est financé par la Communauté européenne, huit membres d'ICAPROMUPA ont assisté à des cours d'introduction à l'analyse des sexospécificités, d'analyse des sexospécificités et son application dans les politiques, de planification stratégique et de politiques socio-économiques.

Pour toute information supplémentaire, adressez-vous à: Instituto de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer en Panamá (ICAPROMUPA)
Mme Marcela F. de Rodríguez, Directrice exécutive, Edificio Emberá, Ave. de los Mártires, Apartado Postal 6-5950 "El Dorado" Panamá
T: (502) 682-144

Publication récente

de l'Equity Policy Centre (EPOC) [Centre pour la politique de l'équité]

Street Foods: Urban Food and Employment in Developing Countries (Aliments vendus dans la rue: alimentation urbaine et emploi dans les pays en développement), par Irene Tinker, Presses de l'Université d'Oxford, 1997.

Street Foods retrace les efforts d'un projet de recherche axé sur l'action, mené par un petit groupe de chercheurs de l'Equity Policy Centre (EPOC) afin d'améliorer les revenus des personnes qui vendent des aliments dans la rue et l'hygiène des aliments qu'elles vendent. A l'origine, les études ont été réalisées dans les grandes villes de province de sept pays: le Bangladesh, l'Egypte, l'Indonésie, le Nigéria, les Philippines, le Sénégal et la Thaïlande. La première partie de l'ouvrage contient la description des villes et des aliments qui sont vendus dans la rue, y compris la recette des plats locaux qui ont le plus de succès. Les résultats préliminaires ont été tellement surprenants que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et des experts indépendants ont étendu la recherche à de

nombreuses autres villes.
Ces résultats sont incorporés aux chapitres analytiques du livre.

La perspective à long terme, pour ce qui est de l'impact du projet, est remarquable: Tinker est re-venue, cinq ans plus tard, sur les lieux où s'est effectuée l'enquête afin de se rendre compte de ce qui s'était passé en ce qui concerne les interventions recommandées par l'enquête pour améliorer les revenus des vendeurs ou la salubrité des aliments. Deux questions sont fondamentales: l'attitude du gouvernement envers la vente d'aliments dans la rue et les efforts déployés aussi bien au sein du gouvernement qu'à l'extérieur de celui-ci pour apprendre aux vendeurs à manipuler les aliments et pour leur offrir d'autres prestations.

Une fois que les études ont démontré l'importance des aliments vendus dans la rue dans l'économie d'une ville et dans les habitudes alimentaires de ses citoyens, les autorités municipales ont fait marche arrière et n'ont plus essayé d'éliminer les vendeurs et leurs voitures à bras. Malgré des menaces de bombe, une conseillère municipale a fait voter une loi qui autorise la présence des voitures à bras dans le centre de Manille (Philippines). Au Nigéria, les autorités municipales ont construit des mini-centres commerciaux pour les vendeurs d'aliments afin de les protéger du harcèlement du gouvernement militaire de ce pays. En Egypte, le gouverneur local a encouragé ses collaborateurs à rencontrer les vendeurs pour les inciter à former leur propre association.

La salubrité des aliments est un problème général mais les aliments vendus dans la rue ne sont pas plus contaminés, le plus souvent, que les plats servis dans les restaurants locaux ou chez le citoyen moyen. La FAO a modifié ses attaques précédentes contre les aliments vendus dans la rue et elle a participé au financement d'un projet de plus grande envergure à Bogor (Indonésie) qui, prenant comme point de départ l'étude de l'EPOC, propose un modèle de formation pour tout le pays. La FAO a également accordé son appui à des recherches portant sur de nombreuses villes du Nigéria qui ont mis en lumière les variations ethniques et régionales de ce type de commerce. Les précisions intéressant le commerce des aliments dans la rue fournissent de solides données de comparaison sur les vendeurs et sur le chiffre d'affaires de leurs micro-entreprises. A l'encontre de la plupart des idées classiques sur le secteur informel, l'étude montre une activité économique qui crée des revenus qui vont du salaire minimum jusqu'à des salaires supérieurs à ceux des instituteurs ou des employés de bureau du gouvernement. Les vendeurs qui ont du succès travaillent dans ce secteur toute leur vie, mais il existe aussi de nombreux vendeurs temporaires qui se consacrent à ce type de vente pour compléter d'autres activités. Les résultats montrent qu'il est rentable d'aider les chefs de micro-entreprises plutôt que de se limiter à investir dans les industries plus importantes en pleine croissance.

L'analyse par sexe montre qu'en Afrique et dans les Caraïbes, les femmes et les hommes dirigent des entreprises séparées alors qu'en Asie la vente ambulante est une affaire familiale. L'importance des femmes dans la vente des aliments traduit la nécessité de la plupart des femmes pauvres

d'équili-brer leur besoin d'obtenir des revenus et leurs responsabilités familiales. L'ouvrage fait le point sur la question, qui suscite des débats souvent très vifs, de savoir si les micro-entreprises, comme d'autres travaux réalisés à domicile, exploitent ou non les femmes, grâce à des informations sur les nouvelles méthodes d'organiser les travailleurs à domicile.

Pour toute information supplémentaire, adressez-vous à:
Prof. Irene Tinker
Women's Studies Department
2241 College Avenue
University of California
Berkeley, CA 94720-1070 (Etats-Unis)
T: (510) 642-2767

Himalayan Action

Research Centre (HARC) (Centre de recherche orientée vers l'action de l'Himalaya)

Pour se conformer au 73e amendement de la constitution indienne qui s'efforce d'assurer la participation politique des femmes en leur garantissant une représentation à hauteur de 33% au sein des collectivités locales, le Centre de recherche orientée vers l'action de l'Himalaya dispense des actions de formation aux nouvelles élues du Panchayati Raj (le gouvernement local) afin d'étendre et de renforcer leurs capacités et de leur permettre de participer à la vie politique avec plus d'efficacité.

Le programme de l'HARC comprend également des activités de renforcement des capacités ciblées sur les différents acteurs du développement, à différents échelons; c'est ainsi que le Centre dispense de la formation aux fonctionnaires du gouvernement, aux ONG, aux élus et aux villageois. Afin d'étendre le champ d'action du Centre, un Centre technique régional a été créé ainsi qu'un certain nombre de Centres d'information dans les villages afin de faciliter aux gens, et spécialement aux femmes, l'accès aux informations relatives à la santé, au Panchayati Raj, à l'environnement, aux programmes et modèles de développement, à l'agriculture, à l'horticulture, à l'élevage et à la lé-gislation, ainsi que des documents internationaux supplémentaires concernant la promotion de la femme.

Pour toute information supplémentaire, adressez-vous à:
Himalayan Action Research Centre
744 Indira Nagar, Phase II
P.O. New Forest
Dehra Dun (Inde)

Nomination de la Directrice de l'INSTRAW

Mme Yakin Ertürk (originaire de Turquie) a été désignée Directrice de l'INSTRAW, le 15 octobre 1997. Mme Ertürk arrive à l'INSTRAW tout droit de l'université, puisqu'elle était professeur au Département de sociologie de l'Université technique du Moyen-Orient, à Ankara. Elle a également enseigné dans d'autres universités: l'Université Hacettepe, l'Université du Roi Saoud, l'Université de Cornell, Queens College de l'Université de la ville de New York. En tant que consultante, Mme Ertürk a été chargée de travaux dans des projets de développement de la FAO, du FIDA et du PNUD. Elle est l'auteur de nombreux ra-pports techniques, de documents de recherche et d'autres publications en plusieurs langues. En tant que formatrice, Mme Ertürk a participé à des projets financés par la Banque Mondiale et par le PNUD. Elle a également été formatrice, pour faire prendre conscience des disparités entre les sexes, dans l'Express pour Beijing, en route vers la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Mme

Ertürk a été membre de Comités consultatifs en Turquie, et notamment ceux pour l'élimination du travail des enfants, au Ministère du travail, pour l'amélioration de l'emploi des femmes, au Ministère d'Etat chargé de la condition féminine et des services sociaux, et membre de la Commission nationale pour l'Unesco, entre autres.

Journée internationale

de non violence envers la femme

En commémoration de la Journée internationale de non violence envers la femme, le 25 novembre, l'INSTRAW a accueilli une manifestation, à son siège, à Saint-Domingue, à laquelle ont assisté de nombreux représentants des ministères, des organisations de femmes, des institutions de l'ONU, des organismes internationaux de développement et des ambassades. La manifestation a été inaugurée par des paroles de bienvenue de la Directrice de l'INSTRAW, Yakin Ertürk et deux intervenantes invitées y ont fait des exposés: Yamila Azize du campus de Cayey de l'Université de Porto Rico et Krishna Ahooja Patel de l'Université Sainte-Marie d'Halifax, Nouvelle-Ecosse (Canada), qui ont examiné les différents types de violence envers les femmes et la manière dont la violence envers les femmes empêche le développement durable de devenir réalité.

La célébration de la Journée internationale de non violence envers la femme, le 25 novembre, a été proposée pour la première fois à la première Rencontre féministe, qui s'est tenue en Colombie, en 1980, en l'honneur de trois soeurs, Patria, Minerva et María Teresa Mirabal, qui ont été brutalement assassinées le 25 novembre 1960 en raison de leur opposition au régime de Trujillo (1930-1961), en République dominicaine. A cause de leur opposition au régime, les trois soeurs ont été poursuivies et emprisonnées, de même que leurs maris. On dit qu'elles ont été relâchées par la suite dans le cadre d'un plan préétabli d'assassinat. Elles ont été assassinées en même temps que leur chauffeur, Rufino de la Cruz, dans un endroit désert, sur la route qui mène à Puerto Plata (une ville de la côte nord de l'île) alors qu'elles allaient rendre visite à leurs maris qui étaient encore incarcérés. A l'époque l'incident avait été camouflé en accident de la route.

La mémoire des soeurs Mirabal et de leur combat pour la liberté et pour le respect des droits de l'homme les a converties en un symbole de dignité et en un exemple de lutte patriotique qui, avec les années, a dépassé les frontières de leur île natale et a atteint l'Amérique latine et d'autres parties du monde.

En fait, l'Ambassadeur de la République dominicaine auprès des Nations Unies, Mme Cristina Aguiar a proposé que le 25 novembre soit adopté officiellement par les Nations Unies.

Les publications de l'INSTRAW

sont en vente dans les librairies des Nations Unies

Les publications de l'INSTRAW sont vendues et distribuées par les Publications des Nations Unies. Ceci signifie qu'on peut acheter les publications de l'Institut à la librairie qui se trouve au siège de l'ONU et à celle de l'Office des Nations Unies à Genève ainsi que par l'intermédiaire des bureaux des Publications des Nations Unies à New York et à Genève. De plus, les publications de l'INSTRAW seront distribués dans de nombreuses conférences et foires internationales, avec les autres publications des Nations Unies qui sont en vente dans ces manifestations.

Note à la mémoire de

Pari Soltan-Mohammadi

L'INSTRAW a appris avec une profonde tristesse le décès, au début de l'année, de Mme Pari Soltan-Mohammadi. Elle s'était consacrée pleinement à la cause de la promotion socio-économique de la femme et elle a travaillé sans relâche à l'obtention de cet objectif.

Elle a commencé sa carrière aux Nations Unies en 1977, lorsqu'elle a été nommée Directrice adjointe du Centre de la région Asie-Pacifique pour la participation de la femme au développement. En 1979, elle est partie, avec le Centre, au siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok (Thaïlande). Après un deuxième déménagement du Centre, à Kuala Lumpur cette fois, Pari est devenue la Conseillère régionale en participation de la femme au développement de la Division du développement social de la CESAP. Pendant tout le temps où elle est restée à la CESAP, elle a été le chef de l'Equipe spéciale pour la femme de cette Commission et elle a participé activement au Forum pour la participation de la femme au développement de la CESAP.

En 1992, elle a été nommée à l'INSTRAW en tant que Chargée de recherche et de formation. Ses collègues de l'Institut conservent avec tendresse de très beaux souvenirs de son séjour à Saint-Domingue, de 1992 à 1993. Elle se donnait pleinement à son travail, était toujours de bonne humeur et était l'amie de tous. A la fin de 1993, elle a accepté le poste d'interlocuteur pour la condition féminine au Secrétariat des Nations Unies à New York et elle a été chargée de rédiger la version préliminaire d'un plan-cadre pour la promotion de la femme au Secrétariat de l'ONU.

L'INSTRAW pleure la disparition de l'un de ses plus ardents défenseurs et d'une merveilleuse amie.

Nouvelles de l'INSTRAW

Le prochain numéro des Nouvelles de l'INSTRAW (premier semestre 1998) sera consacré aux droits de l'individu examinés du point de vue de la femme, puisqu'en 1998, nous célèbrerons le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

acronymes et abréviations

utilisés dans ce numéro

AIDos	Association italienne pour la participation de la femme au développement
AIT	Asian Institute of Technology
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CODIM	Coordinatrice des organisations pour le développement intégral de la femme
ENEA	Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et l'environnement
EPOC	Equity Policy Center
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FEMNET	African Women's Development and Communication Network
GEN	Gender Experts Network
FIDA	Fonds international de développement de l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HARC	Himalayan Action Research Centre
ICAPROMUPA	Instituto de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer en Panamá
IDS	Institute of Development Studies
IRC	Centre international pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement
KIT	Royal Tropical Institute
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Agence suédoise pour le développement international
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

le conseil
d'administration

Présidente du Conseil d'administration
Selma Acuner
Conseillère du Premier Ministre pour des affaires concernant la femme et la famille
Turquie (1994-2000)

Vice-Présidente du Conseil d'administration
Esther M. Ashton
Chargé d'affaires, de l'Ambassade de Bolivie au Danemark
Bolivie (1995-1998)

Ishan Abdalla Algabshawi
Secrétaire Générale
Unión Générale des Femmes Soudanaises.
Soudan (1992-1998)

Zakia Amara Bouaziz
Président, Directeur Général
Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF)
Tunisie (1997-2000)

Mona Chemali Khalaf
Directrice
Institut d'Etudes sur la Femme du Monde Arabe
Université Américaine du Liban
Liban (1996-1999)

Maria Jonas
Consultante pour la condition féminine
Autriche (1996-1999)

Noëlie Kangoye
Secrétaire général du Ministère de l'action sociale et de la famille
Burkina Faso(1993-1999)

Norica Nicolai
Secréteire d'Etat Ministère du travail et de la proteccion sociale
Roumanie (1997-2000)

Els Postel Coster
Institut des études culturelles et sociales, Université de Leyde
Pays-Bas (1992-1998)

Glenda P. Simms
Directrice exécutive,
Bureau de la condition de la femme de Jamaïque
Jamaïque (1997-2000)

Amaryllis T. Torres
Professeur de développement des communautés
Université des Philippines
Philippines (1997-2000)

Membres d'office

- Un représentant du Secrétaire général
- La Directrice de l'Institut
- Les représentants des cinq commissions économiques régionales des Nations Unies
- Un représentant du gouvernement dominicain

INSTRAW

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

nouvelles de l'INSTRAW

Le but principal de Nouvelles de l'INSTRAW est de relater le travail accompli par l'Institute afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial.

La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des évènements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

Nouvelles de l'INSTRAW vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

Nouvelles de l'INSTRAW, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 7.000 exemplaires.

Veuillez adresser les demandes d'information et changements d'adresse à:

INSTRAW, Bôite postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine
téléphone (809) 685-2111
télécopie (809) 685-2117
Courrier électronique:
<instraw.hq.sd@codetel.net.do>

Bureau d'appui à New York:
Bureau DC1-1106, Nations Unies
New York, NY 10017
téléphone (212) 963-0834
télécopie (212) 963-2978
Courrier électronique:
INSTRAW-NY@un.org

EDITORA TELE-2